



Entretien avec... :
Adamou BOUBACAR, à la
tête de Sahel Agropole. p 46

**L'éducation à l'ère
numérique :** Les élèves et
l'intelligence artificielle. p12

Édito : L'approche de genre
n'est pas la bonne réponse
dans les affaires. p04

MAGAZINE

KWORLD



Bimestriel d'information pour les entrepreneurs Août - Septembre 2024 n°14

Chronique sur l'agro- industrie

Lever les obstacles au
développement de l'agro-
industrie en Afrique : quelles
solutions ? p16

Tribune libre

Les semences génétiquement
modifiées et leurs conséquences sur
la sécurité alimentaire à terme, en
Afrique.. p60

Dossier spécial

À la découverte de quelques produits innovants issus de la transformation agricole en Afrique. p28



Communiquez dans le magazine K-World

Contact : +229 91 40 02 02

commercial@kworldmagazine.online



Crédit photo @ArtesiaID_Freepik.com

En couverture

« L'industrie agro-alimentaire doit être au cœur du processus de développement de l'Afrique car notre dignité dépend en partie de notre capacité à nous nourrir et à créer des emplois pour notre jeunesse ! »

►► [Lire la suite page página 46](#)

Le magazine K-World est édité par ND Consultant Group :
Siège social : 8 rue Allard - 94160 Saint Mandé (France)
Filiale : N°277 rue 11.034, Gbégamey Cotonou (Bénin)
Téléphone : + 229 91 40 04 04 / +229 91 40 02 02
Email : redaction@kworldmagazine.online

Directrice de la publication

Nathalie Daouda
Email : ndaouda@nd-consultant-group.com

Rédacteur principal

Elias Mahoutondji Djividé
Email : redaction@kworldmagazine.online

Communication et publicité

Régie publicitaire du Magazine K-World
Emails : redaction@kworldmagazine.online et commercial@kworldmagazine.online

ISSN 2741-8251-15



04

L'éditorial de Nathalie Daouda : L'approche de genre n'est pas la bonne réponse aux discriminations basées sur le genre dans le monde des affaires..



08

K-Sôro, La chronique socio-économique de PDady : De l'agriculture à l'agroalimentaire, quel business !



12

L'éducation à l'ère numérique : Les élèves et l'intelligence artificielle : que prévoit le nouveau référentiel de compétences de l'UNESCO ?



16

Chronique économique : Lever les obstacles au développement de l'agro-industrie en Afrique : quelles solutions ?

Informations socio-économiques



20

Industrie Spatiale en Afrique de l'Ouest : Le Sénégal procède au lancement du satellite Gaindesat-1A..

24

Recyclage : Au Nigéria, l'entreprise Planète 3R transforme les déchets textiles et plastiques en produits écologiques innovants..

26

Forum : AFS Forum 2024 au Rwanda : Quelques points et conclusions clés à retenir.

Dossier spécial : À la découverte de quelques innovations issues de la transformation agricole en Afrique



29

L'industrie de l'agro transformation : En Afrique, un secteur au potentiel important mais sous exploité.

32

Opportunités économiques : Panorama de quelques produits issus de la transformation agricole, récurrents en Afrique.

35

Transformation des produits agricoles au Bénin : Une nouvelle dynamique révolutionnaire s'installe dans la zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ).



38

Entretien avec : Mr Mamadou AMAR, Fondateur et Directeur Général de Nak'ala.



42

Entretien avec : Mme Oumou Ouedraogo, la reine de la transformation de la volaille au Burkina !



46

Entretien avec : Mr Adamou Boubacar, à la tête de Sahel Agropole.



53

Entretien avec : Mme Wesseou Dahlia Fleur AMONSOU, promotrice de Dialana-Agro.



55

Entretien avec : Mme Virginie LOUKPE, Présidente de la coopérative Katchitchè du village de Dani.



58

Entretien avec : Mme Portia Deya Abazene, celle qui fédère les femmes entrepreneures et prône l'agro-business en Centrafrique !



60

Tribune libre : Les semences génétiquement modifiées et leurs conséquences sur la sécurité alimentaire à terme, en Afrique.



Crédit photo @DC Studio _ Freepik.com

Éditorial

L'approche de genre n'est pas la bonne réponse aux discriminations basées sur le genre dans le monde des affaires.

par Nathalie DAOUDA

Celles et ceux qui me côtoient au quotidien, savent ma forte réserve par rapport à l'approche du monde des affaires par le genre. Allez soyons francs, je pense que c'est même dangereux pour le développement socio-économique du continent !

Le déni de leurs droits et libertés pour une certaine catégorie de la population.

Mon propos dans cet éditorial, concerne la question du genre dans les affaires, mais il pourrait s'appliquer à toutes les formes de discriminations. Remplacez « femme » par « noir », « palestinien », « personne vivant avec un handicap » etc... le résultat est le même au bout du compte.

Donc, bien loin de moi l'idée de nier les comportements sociaux et économiques adoptés par certains hommes (et femmes parfois d'ailleurs), pour maintenir un curieux statu quo qui réserve une place très inconfortable aux femmes (soi-disant « sexe faible ») dans la société. Personnellement, je trouve parfaitement idiot cette expression pour désigner une personne capable d'abriter dans sa chair, une unité de fabrication d'êtres humains... Faible ? How ? When ? Je me gausse !!!

Le recours à la violence d'agression est selon moi l'expression de la **détresse psychologique** de l'agresseur. Les personnes qui perpétuent des violences physiques et morales envers des tiers, ne vont pas bien dans leur vie ni dans leur tête. C'est d'abord un problème individuel, un manque de maîtrise de soi et un choix délibéré, avant de devenir un problème collectif. Concrètement, opprimer, séquestrer, abuser de certaines prérogatives pour contraindre une femme à obéir, sous le prétexte qu'elle est une femme et que la société le permet, ne fera jamais de l'agresseur une personne forte... Cet agresseur s'avère juste une personne réduite, et qui profite d'une conjonction de dysfonctionnements lui donnant l'opportunité d'exprimer son déséquilibre mental de la pire des manières.

Et d'ailleurs, on peut remplacer « femme » par toutes les autres populations stigmatisées et maltraitées par les « puissants » ... Mon postulat reste le même, que l'agression soit perpétrée par un individu ou par un groupe. Il n'est pas besoin d'être un homme pour avoir ce type de comportement. Aucun genre, aucun groupe social n'est immunisé contre cette maladie.

Mais c'est certainement lorsque ces comportements sont fréquents au sein d'un groupe, homogène ou non, que le diagnostic devient compliqué à établir. Lorsque plusieurs personnes d'une même communauté agissent de la même manière, il devient plus facile de classer ces comportements déviants sous l'étiquette du mimétisme lié à la « culture » ou aux « traditions », et le tour est joué. Le fait du groupe permet d'exonérer les individus de leurs responsabilités, au détriment des victimes de leurs actes.

Comment cela se matérialise dans le monde de l'entreprise et des affaires ?

Il y a tellement de situations que l'on pourrait en faire une série télévisée. Mais restons simples et concrets.

Pour entreprendre, il faut du capital. Pour une raison que je ne comprends plus vraiment, il semble désormais entendu que le seul capital valable soit l'argent... Why ?

Pour ma part, je constate que le véritable capital c'est avant tout le marché / les consommateurs de la solution que propose l'entreprise. Car c'est le point de départ de toute l'aventure entrepreneurial.

Bien sûr il faut investir dans les équipements et les matières premières pour initier la solution, mais là encore, ce sont des choses qui se font relativement naturellement, au sein des familles et des

communautés. On peut ainsi démarrer avec peu, et effectivement avoir besoin de solides investissements pour grandir et se développer à moyenne et grande échelle lorsque le marché est en demande.

Lorsqu'il y a un marché, et une réelle valeur ajoutée dans la solution, les financements apparaissent...

Je ne vois là toujours aucune place à l'approche par le genre dans ce schéma. Si cette considération discriminatoire entre en jeu, c'est qu'il y a dans la chaîne, **une personne faible (ou un groupe de personnes faibles)**, qui veut tenter de contrarier une dynamique dont les conséquences l'intimident. On n'est plus dans les affaires là. Au mieux, c'est une peur personnelle, mais en général on est en face d'une communauté qui a perdu ses repères et ne sait plus se regrouper pour trouver des solutions mutuellement bénéfiques pour son bien-être et son développement. Au pire, on est confronté à un agent infiltré d'une force extérieure, qui veut empêcher le développement du projet et de la communauté...

En somme, chaque action pour contrarier l'entrepreneuriat d'une femme (ou toute personne discriminée), au seul prétexte que c'est une femme (ou une personne appartenant à un groupe discriminé) est en réalité, un acte de sabotage pour le développement de la communauté.

Comment sortir de cet engrenage ?

Les solutions proposées aujourd'hui dans le monde de l'entrepreneuriat, sont

majoritairement soutenues financièrement par les pays du G7. Elles passent toutes par l'approche de genre et la mise en œuvre de solutions discriminatoires en faveur des femmes. Et c'est là que mon instinct de survie s'emballé...

1. D'où vient cette croyance que le continent africain en particulier, est dominé par des hommes bourreaux, incapables de pourvoir aux besoins de leurs femmes et de leurs enfants ?
2. Pourquoi ce sont les seuls

occidentaux qui sont préoccupés par le bien-être et l'épanouissement socio-économique des femmes et des enfants africains ?

3. Pourquoi cette urgence sociétale et économique est telle que les pays du G7 sont prêts à sacrifier la vie de leurs soldats et l'épargne de leurs concitoyens pour protéger les femmes et les jeunes africains de l'oppression des hommes africains ?

4. Comment en est-on arrivé à ce que partout dans le monde, les actualités ou la fiction, l'image des hommes noirs dans les canaux de communication « Main Stream », soit associée à des valeurs non familiales, non constructives, non productives ?

5. À qui profite la généralisation des hommes noirs / africains faibles, violents, non productifs, non fiables, non protecteurs, éloignés des valeurs familiales ?



Crédit photo @Wavebreak Media - Freepik.com

En tant que femme dans le monde des affaires, je ne vois aucun intérêt à ne pas travailler en bonne intelligence avec les hommes. Ça n'a aucun sens ni sur le plan économique, ni sur le plan sociétal.

- Qu'un conjoint, frère, oncle ou même voisin m'empêche d'aller travailler pour contribuer à hauteur de mes capacités au confort matériel de ma famille, ne doit pas me faire rejeter l'opportunité d'une vie de famille «traditionnelle».

Au contraire, c'est avec intelligence que je dois éduquer ces personnes à comprendre que toutes les forces disponibles sont utiles pour améliorer le quotidien de la communauté que nous formons. Ces personnes doivent être éduquées et non combattues.

Chaque parent ou éducateur a la responsabilité d'apprendre aux jeunes à devenir des adultes «utiles» pour eux-mêmes et leur communauté.

- Qu'un homme banquier me demande des faveurs sexuelles en contrepartie d'un prêt bancaire (à un taux ridiculement élevé au passage), ne doit pas me faire crier à la discrimination.

Je dois au contraire parvenir avec intelligence, à informer ses patrons de la perte financière que leur collaborateur occasionne à la banque, par son ignorance et sa pathologie.

Je dois les convaincre de l'envoyer

en formation pour comprendre son métier et le rôle de la banque dans la société.

Et sans doute, leur suggérer de lui payer des séances intensives avec un psychologue pour résoudre ses problèmes de pulsions malsaines.

Ce banquier a besoin d'être soigné et éduqué, et tous ses camarades pervers avec lui.

- Qu'un frère ou un oncle s'oppose à ce que je puisse hériter d'une terre qui me vient de mes parents ou de mon conjoint, ne doit pas me jeter dans les bras des ONG militantes féministes de tous horizons. Je dois au contraire redoubler d'intelligence pour démontrer à la communauté le bénéfice réel qu'elle tirera du fait d'apporter son soutien au projet en cours.

C'est là toute la puissance de la posture du **Capitalisme Responsable**.

Je ne suis pas en déni des réalités du terrain. Je m'insurge contre les voies et moyens mis en œuvre pour résoudre une situation incorporée dans nos communautés depuis le début de la négation brutale de nos libertés, et de nos valeurs culturelles profondes qui sont liées à la famille, à la communauté et à la préservation de notre environnement (**Fa, Ubuntu, Charte du Kurukan Fuga...**).

Concrètement, ma solution pour répondre aux discriminations basées sur le genre dans le monde des affaires en particulier,

passe par l'éducation des filles et des garçons, à la maison avant tout, et par le retour aux valeurs familiales structurantes de nos sociétés traditionnelles.

Ces valeurs nous apprennent que chaque membre de la communauté joue un rôle essentiel et complémentaire dans la famille et dans la cité, et que chacun est **responsable** de la qualité de sa contribution au bon fonctionnement du **Tout**. Rien de durable ne sera possible dans nos communautés, ni dans nos entreprises sur le continent :

1. Si nos hommes ne sont pas des pères pourvoyeurs, des référents et des soutiens protecteurs de leur famille et de leur communauté,
2. Si nos femmes ne sont pas des mères protectrices et nourricières, des gardiennes constructives de nos valeurs et de la cohésion de nos communautés
3. Et si le fruit de la rencontre de nos hommes et nos femmes ne produit pas des enfants protégés, éduqués et intégrés dans des communautés prospères, en paix, en constante évolution.

Hotep ! ■

Tribune libre

De l'agriculture à l'agroalimentaire, quel business !

par Patrick DADY



Patrick DADY - Crédit photo @UVK Studio

Cette chronique a une saveur assez particulière, si ce n'est une sorte de ressentiment latent qui remonte à mes jeunes années d'écolier où, à tort ou à raison, il était inscrit dans les programmes scolaires des cours de production. Ceci pour désigner le jardinage, le maraîchage et d'autres joyusetés pour connaître les différents outils liés aux métiers de la terre.

Ce furent de belles années où nous nous amusâmes à ne pas être collés à nos bancs face à de douloureux exercices d'arithmétiques. Vous l'aurez compris j'aimais déjà écrire, plus que calculer, mais certainement avec plus de fautes qu'aujourd'hui.

Ce jeu de la pseudo production relevait plus de la récréation pour nous. Mais à la réflexion cela participait d'une préparation des générations futures aux métiers utiles, mais encore plus à une sorte d'adéquation aux problématiques de l'époque, tout en anticipation à celles d'aujourd'hui.

Nos dirigeants d'antan n'ont juste pas eu la volonté de leur courage et de leurs espoirs pour imposer un modèle d'éducation aussi révolutionnaire qu'efficace à terme.

Plusieurs crises plus tard, démocratiques, économiques, sociales et civilisationnelles, nous voilà désormais confrontés à une problématique agroalimentaire, faute d'avoir su faire le pari volontaire de l'agriculture.

En effet, comment peut-on nourrir sa population lorsqu'on ne produit presque rien, ou du moins lorsqu'on ne produit que des produits de rente, non transformés sur place, pour s'adonner de façon suicidaire à une importation frénétique des produits de base.

Des facteurs exogènes, tels que la mondialisation, les crises sanitaires ou les causes inflationnistes, nous imposent

désormais de passer à une production alimentaire locale, ou à une production qui en donne l'impression.

Ainsi est né un semblant d'agro-industrie, supposée ou réelle, à l'aune des innovations des uns et des autres qui sont du reste à saluer.

En faisant un simple point des produits transformés sur le continent, il ne faudrait pas être sorti de Maths Sup de Yaoundé ou de Polytechnique de Dakar, pour comprendre que la grande majorité de l'agrobusiness est faite à partir de produits importés, laissant sur le carreau l'effort soutenu des initiatives locales pour mettre sur le marché des produits sains.

En effet, les différentes coopératives locales de produits agricoles se sont aussi lancées dans l'agro business, limitant de facto la disponibilité de produits à destination des nouveaux transformateurs, que dis-je, des nouveaux négociants, des villes. De sorte qu'il y a une concurrence farouche entre les gens des villes et ceux des champs pour qui vulgarisera le plus les valeurs intrinsèques de ses produits.

A ce jeu-là, ceux des villes sont

certainement plus à même d'atteindre un public nanti et plus disposé à faire l'acquisition de produits marketing à la valeur nutritive plus déclarée qu'avérée.

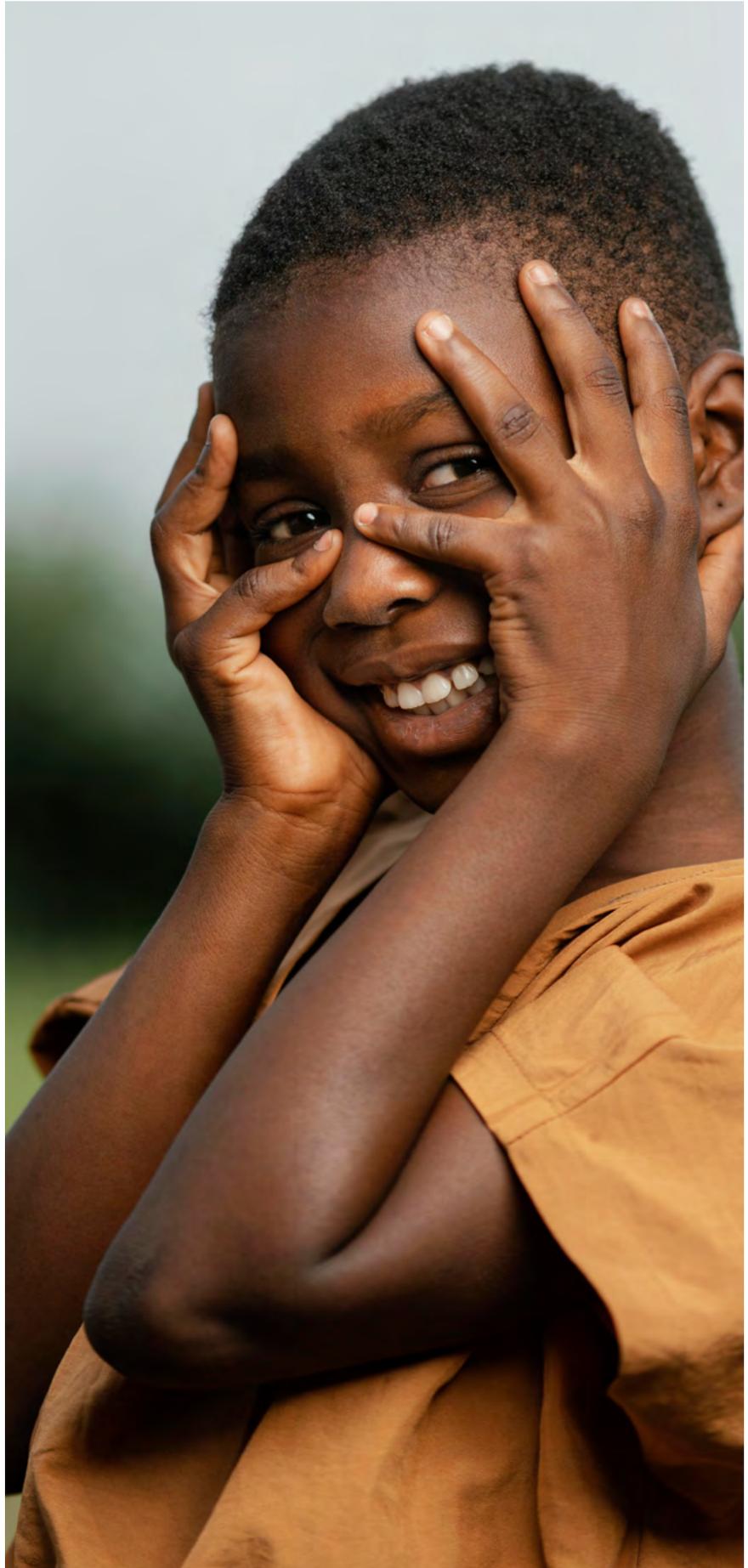
Loin de moi, cependant, l'idée de suggérer que l'agro business des villes n'est pas basé sur des produits du terroir. Mais force est de constater que la production de consommation courante, n'est pas en hausse pour justifier la frénétique diversification de la transformation des produits sur la seule base de la production locale.

En se fiant aux chiffres des institutions « qui nous veulent du bien » (Banque mondiale, FMI, Union européenne, FAO, USAID, AFD, et que sait-je encore) on apprendra que notre production agricole a augmenté en proportion de la croissance de nos populations. On peut donc valablement se demander si ces chiffres sont réels ou basement politiques, pour servir la rhétorique fréquente sur la surpopulation africaine. Soit.

Il est peut-être temps que nous ayons nos propres chiffres, réels et fiables, servant nos causes et nos convictions dans une approche afro-centrée pour déployer une vision prospective et programmatique d'une agriculture, ou d'une agro-industrie, au service d'une autosuffisance alimentaire.

Oui l'autosuffisance alimentaire est le vrai défi à relever dans les années qui viennent.

La projection du nombre d'habitants ne peut pas être qu'une donnée politique et xénophobe des esprits brumeux d'ailleurs, c'est aussi une réalité dont nos politiques doivent tenir compte pour préparer l'avenir des générations futures.



Crédit photo @Freepik.com

2050, semble si loin, mais si proche en même temps en termes d'effectivité de politiques publiques. Car entre la conception, la validation, la mise en œuvre et les premiers résultats, il faudra bien commencer dès à présent pour en voir les effets dans 25 ans, avec les nécessaires réajustements au fil du temps.

Le développement de l'agro-industrie doit se penser comme une pièce maîtresse dans la quête de l'autosuffisance alimentaire. Il faudrait donc renforcer les capacités à tous les niveaux pour pourvoir aux besoins alimentaires et pérenniser une croissance économique durable.

La croissance économique dont il s'agit ici se doit d'abord d'être au plan micro,

pour penser une transformation profonde des unités de production à la base. J'ai nommé les coopératives, surtout celles des femmes, qui sont des fers de lances de l'économie globale. Avec l'idée, pas si utopique que ça, que les transformations à petite échelle induiront, à terme, une dynamique globale et irréversible de croissance nationale et continentale.

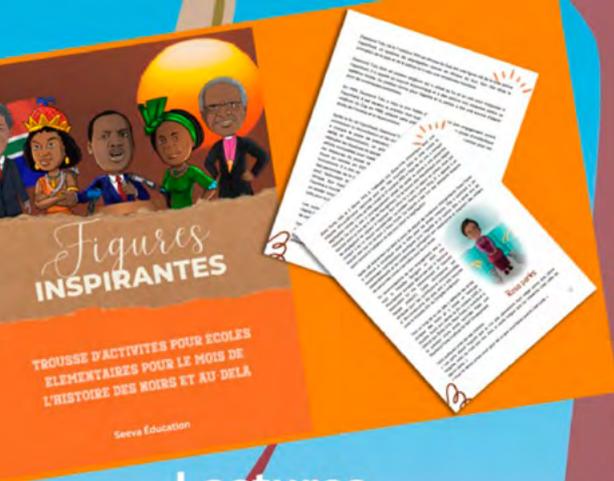
Pour cela, les politiques doivent, dans un élan volontariste, augmenter les taxes à l'importation pour qu'on tourne inéluctablement le dos à cette curiosité qui consiste à acheter aux mêmes pays qui nous aident, soi-disant pour notre développement, des produits qui viennent concurrencer notre production locale. Il est donc clair que l'agro-industrie

ne peut pas se développer sans un socle de production solide, basé sur un volontarisme éclairé et un protectionnisme assumé. La mondialisation ne nous fera aucun cadeau, si nous continuons à penser qu'elle va autorégler les échanges. Elle peut au mieux servir nos intérêts si nous avons le cran de protéger l'agriculture du continent, comme le font déjà d'autres sans crier gare, tant que le train de leur impérialisme déguisé passe.

En soutenant notre agriculture, nous pouvons faire de notre agro-alimentaire un business humainement responsable et économiquement rentable. Il n'y plus qu'à K dans notre World qui attend de nous des actes forts. ■



Abeokuta, Nigéria - Crédit photo @Omotayo Tajudeen - Unsplash.com



Lectures personnalisées



Jeux éducatifs en ligne



SEEVA EDUCATION

APPRENDRE EN S'AMUSANT!



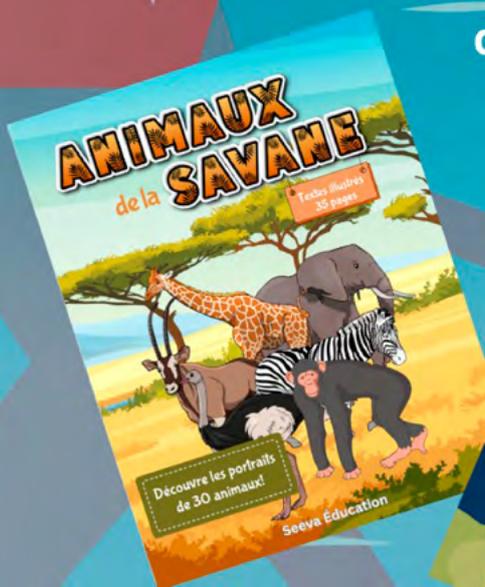
www.education.seeva.ca

Ressources éducatives pour enfants de 03 à 12 ans

sciences, technologie, ingénierie et mathématiques



Livrets de lecture et d'activités



Parole d'expert-e

Les élèves et l'intelligence artificielle : que prévoit le nouveau référentiel de compétences de l'UNESCO ?

par Alice FOMEN, Ph.D.



Alice FOMEN, PH.D., EAO - Consultante en éducation, Conceptrice pédagogique - Crédit photo

Un référentiel de compétences permet d'harmoniser les attentes dans un domaine donné, en fournissant des critères clairs sur ce que les apprenant.e.s doivent maîtriser. Cela aide à garantir une certaine uniformité dans la formation, quel que soit l'établissement ou le contexte. **Ce n'est pas surprenant que** l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture **ait pensé à proposer un référentiel de compétences sur l'usage de** l'intelligence artificielle (IA).

"LIA se distingue des autres technologies numériques par sa capacité à

profondément transformer les sociétés, les économies et les systèmes éducatifs. À la différence des technologies de l'information et des communications (TIC), l'IA pose des défis éthiques et sociaux spécifiques, notamment en matière d'équité, de transparence, de respect de la vie privée et de responsabilité." (UNESCO, 2024)

Tenant compte de cette capacité à transformer les sociétés et de sa place de plus en plus prépondérante dans le monde éducatif, l'UNESCO, en tant qu'acteur majeur de l'éducation à l'échelle internationale, veut préparer de façon proactive les élèves aux défis de demain.

Le référentiel proposé s'adresse aux décideurs, enseignant.e.s et auteurs de programmes éducatifs. Il a pour but de soutenir la formation de citoyens capables d'interagir avec l'IA de manière critique et éthique.

Publié tout récemment en septembre 2024, cette ressource a été bien accueillie car elle se positionne clairement face à

l'urgence d'intégrer l'IA dans les systèmes éducatifs.

Le référentiel s'appuie sur 4 axes fondamentaux qu'il convient d'examiner:

1. L'importance de développer un état d'esprit axé sur l'humain.

Le référentiel met en avant l'importance de placer l'humain au centre de l'exploitation de l'IA. Les élèves doivent comprendre que la technologie est au service des besoins humains et du développement durable. Cet aspect vise à favoriser une compréhension critique des avantages et des risques associés à l'IA, tout en encourageant les élèves à réfléchir à l'utilisation appropriée de ces technologies dans divers contextes.



Crédit photo @Creativeart_Freepik.com

2. Éthique de l'intelligence artificielle.

Les technologies d'IA, si elles sont mal utilisées ou mal encadrées, peuvent avoir des conséquences néfastes, notamment sur la vie privée.

Elles peuvent aussi entraîner des inégalités et l'inéquité en éducation. Ce deuxième axe concerne donc les compétences sociales et éthiques liées à l'IA. Il inclut la capacité des élèves à naviguer dans les principes éthiques, à comprendre et à contribuer à l'adaptation de ces principes tout au long du cycle de vie d'une IA. Les élèves doivent ainsi apprendre à utiliser l'IA de manière responsable, en tenant compte de l'impact de leurs actions sur la société et sur l'environnement.

3. Techniques et applications de l'IA.

Ici l'on voit émerger un bel alliage entre théorie et pratique. Ce troisième axe couvre les connaissances fondamentales en IA ainsi que les compétences opérationnelles nécessaires à l'utilisation de certains outils d'IA. Il s'agit d'une vision intégrée où les élèves acquièrent à la fois des compétences conceptuelles (comprendre le fonctionnement des algorithmes) et des compétences pratiques (utiliser des outils d'IA dans des tâches authentiques).

4. Conception des systèmes d'IA.

Le dernier axe concerne les compétences en ingénierie nécessaires pour la conception des systèmes d'IA. Les élèves apprennent à identifier des problèmes, à construire une architecture, à entraîner et à tester des systèmes d'IA, et à les optimiser. Ce volet met l'accent sur la pensée critique et les compétences en résolution de problèmes, tout en encourageant une exploration approfondie du fonctionnement des systèmes d'IA.

Que retenir ? L'incitation à un enseignement interdisciplinaire pour répondre aux défis de demain.

Le référentiel recommande d'intégrer



Crédit photo @Zinkevych _ Freepik.com

l'enseignement de l'IA dans différentes matières étudiées à l'école, en adoptant ainsi une approche interdisciplinaire. Cette intégration permettrait aux élèves d'acquérir une compréhension plus approfondie de l'IA, tout en la connectant aux enjeux actuels tels que la justice sociale, l'environnement et la citoyenneté numérique.

Pour terminer : il y a bel et bien une urgence de réguler l'usage de l'IA dans l'éducation.

Le développement rapide de l'intelligence artificielle dans le monde de l'éducation représente une opportunité incroyable, mais également un risque si, son usage n'est pas encadré. Encadré rapidement, devrais-je ajouter. Il n'y a qu'à voir la vitesse avec laquelle les nouveaux outils d'IA apparaissent sur le marché, et l'on est vite convaincue de cette urgence.

À la suite des géants de l'intelligence artificielle tels que Microsoft, Chat GPT, les élèves seront de plus en plus amenés à créer des systèmes d'IA capables de résoudre des problèmes spécifiques, comme un algorithme qui recommande des livres en fonction des préférences des utilisateurs dans une bibliothèque scolaire. Ou encore, concevoir un prototype d'IA, comme un chatbot pour aider à l'orientation scolaire. Ils seraient ainsi amenés à suivre tout le processus de conception : définir le problème, concevoir l'architecture de l'algorithme, tester et ajuster leur création.

Mais la manipulation de l'IA ne s'arrête pas à la création de systèmes, la question de l'usage, surtout le caractère de cet usage, fait l'objet de nombreux débats. Il faudra absolument encadrer ces pratiques pour s'assurer que l'IA est utilisée de manière éthique et responsable. Les dérives potentielles, telles que la collecte non autorisée de données ou l'utilisation biaisée des algorithmes, représentent des risques réels pour la société. C'est pourquoi des régulations claires et des principes éthiques doivent être intégrés dès le début dans l'éducation des élèves

sur l'IA. Il ne suffit pas seulement de savoir concevoir ces systèmes, il est tout aussi important d'inculquer aux élèves une conscience éthique qui guide leur utilisation des technologies de l'IA.

De plus, l'introduction de l'IA dans les systèmes éducatifs africains, notamment en Afrique subsaharienne, est d'une importance capitale pour réduire la fracture numérique. Alors que certaines régions continuent de lutter pour un accès généralisé aux technologies de base, il est urgent de prendre des mesures pour que l'IA ne devienne pas un nouveau facteur d'inégalité. Les institutions éducatives doivent rapidement s'armer de ressources et d'infrastructures adaptées pour permettre à tous les élèves de se familiariser avec ces nouvelles technologies. Une telle approche inclusive permettra non seulement de former une main-d'œuvre compétente, mais aussi de garantir que l'Afrique participe pleinement aux révolutions technologiques mondiales. ■

Confiez-nous la formation continue de vos équipes

ND CONSULTANT GROUP
Audit - Conseil - Études
Formation - Accompagnement
Événementiel

Chronique sur l'agro-industrie

Lever les obstacles au développement de l'agro-industrie en Afrique : quelles solutions ?

par Rivolala RATSIMANDRÉSY



Rivolala RATSIMANDRÉSY - Co-fondateur et Directeur Général de La Rencontre des Entrepreneurs Sénégal (RDE) - Crédit photo@RDE

Nous le répétons jamais assez, l'industrialisation reste la voie royale du développement économique africain ; encore plus concernant le développement du secteur agro-industrie

La structuration et la formation d'une chaîne de valeur solide de filières agro-industrielles, du champ à l'usine et de l'usine au marché, est le plus sûr chemin vers l'amélioration de cette sécurité alimentaire ardemment voulu et attendu sur tout le continent.

Pour une meilleure compréhension du

développement qui va suivre pour les lecteurs et lectrices, il est important de définir ce qu'est une « agro-industrie »

L'agro-industrie est définie comme un type d'activité économique. Il s'agit de la production, l'industrialisation et la commercialisation de produits liés aux secteurs agricole et forestier, ainsi que d'autres séries de ressources naturelles.

Une fois cette définition posée, allons regarder brièvement du côté des statistiques concernant l'aliment le plus consommé en Afrique à savoir, le riz.

L'Afrique semble se diriger vers sa troisième expansion de production consécutive, avec 28,4 millions de tonnes prévues sur le continent en 2024/25, soit une augmentation de 4,0 % en glissement annuel ce qui constituera un niveau record.

(source : FAO Food outlook 2024)

Malgré quelques problèmes d'inondation, la République-Unie de Tanzanie pourrait voir

sa production être portée à 2,9 millions de tonnes grâce à des prix locaux attractifs et des précipitations abondantes. En Afrique de l'Ouest, le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo pourraient également accroître leur récolte, en raison des prévisions de précipitations globalement positives dans bon nombre de ces pays (source : FAO Food outlook 2024)

En dépit de cette production locale assez impressionnante au premier regard, il faut aussi rappeler que l'Afrique importe l'équivalent entre 15 et 18 millions de tonnes/ an de riz (source FAO Food outlook 2024).

Comme nous pouvons le constater, la production locale de riz à l'échelle du continent est loin de satisfaire la demande croissante de la population africaine de se nourrir.

Nous pouvons étendre notre exemple du riz à d'autres produits comme le blé, le lait ou la viande.



Variétés de riz - Crédit photo@JacobKent_Freepik.com

De ce constat, il n'est pas besoin d'être un économiste chevronné pour constater que ces importations de produits agroalimentaires pèsent de manière significative sur les balances commerciales de chacun des 54 pays composant le continent.

Pourquoi n'avons-nous pas dans la plupart de nos pays africains un secteur agro industriel prospères, conquérants, créateur d'emploi et capables de satisfaire la demande exponentielle des africains de se nourrir en général ?

Quels sont les principaux freins liés au développement du secteur agro-industrie dans la plupart de nos pays même si des bribes de succès sont observées par ci et par là ?

Pourquoi la majorité des agro industries africaines, ne sont-elles généralement présentes que dans leur marché domestique ?

Ce sont ces interrogations que nous tenterons d'analyser dans cette chronique.

Comme principaux freins au développement du secteur agro-industrie, il y a tout d'abord, la déficience voire la disette de technologies et d'innovation sur ce secteur.

Je pense que c'est le facteur principal qui empêche l'essor du secteur agro-industrie à l'échelle africaine. A l'ère de l'économie de la connaissance, le sous-investissement criard dans la recherche

et dans la formation pour espérer obtenir des innovations majeures dans le secteur agricole au sens large, n'est pas du tout à la hauteur de l'enjeu dans aucun des pays africains. Ce qui induit à la faible utilisation des technologies et par ricochet à l'insuffisance d'équipements de transformation. Par conséquent, l'efficacité de la production agricole est réduite ainsi que la capacité à transformer les matières premières localement.

Pour illustrer mon propos, nous pouvons prendre comme exemple l'absence de capacités de stockage appropriées pour les produits agricoles post-récoltes comme la mangue et la tomate. Ceci entraîne souvent d'importantes pertes et réduit considérablement par conséquent, l'offre de matières premières pour la

transformation agro-industrielle de ces produits.

Ajouter à cela, les travaux de recherches de nos laboratoires sur ce secteur ne sont que rarement mis en valeur auprès des entrepreneurs sectoriels en vue de leur transformation en opportunité de business.

Ensuite comme autres freins, vous avez la lacune dans la formation et l'expertise métier de nos jeunes.

Le continent africain concentre la plus forte proportion de jeunes au monde. Plus 2/3 de sa population est composé de jeunes âgés de moins de 23 ans.

Or que constate-t-on ?

Un manque de compétences et une insuffisance en termes de formation technique et de gestion de nos jeunes ainsi que de nos entrepreneurs évoluant dans ce secteur agro-industriel. Or, la déficience de formation spécialisée, combinée à une absence de main-d'œuvre qualifiée, empêchent de gérer des installations agro-industrielles complexes. Ce qui a pour conséquence non seulement de priver nos pays des projets à haute valeur ajoutée mais aboutit surtout à freiner la modernisation du secteur.

Enfin, nous pouvons aussi citer la concurrence des produits importés comme frein à l'essor du secteur agro industriel africain. Je tenterai de mentionner l'importation comme la conséquence du premier facteur cité plus haut, à savoir l'absence de l'innovation.

Les produits agro-alimentaires importés



Crédit photo@Joelmirbarbosa_Freepik.com

sont souvent moins chers en raison, soit des subventions pratiquées par les pays d'origine, soit par des coûts de production très compétitifs grâce à l'économie d'échelle dont ces pays bénéficient. Nous pouvons citer l'exemple du coût de revient du riz en provenance de la Thaïlande ou de l'Inde, qui est souvent moins élevé comparé à la production locale du riz dans la plupart des pays africains. Cette situation empêche le développement de l'agro-industrie locale dans chacun de nos pays.

Nous pouvons également citer la bureaucratie excessive et la lenteur administrative parmi les obstacles qui freinent l'efficacité de nos entreprises agro-industrielles, rendant par exemple plus difficile l'obtention de licences et/ ou de subventions.

Il y a certainement d'autres freins mais j'ai listé les plus importants de mon point de vue.

Si ces entraves sont réelles et constituent le quotidien des écosystèmes de nos pays, ils ne sont cependant pas insurmontables.

Même si c'est encore timide, des entrepreneurs, des capitaines d'industrie dans beaucoup de pays africains, œuvrent, pour certains depuis plus d'une décennie, pour apporter des solutions concrètes.

Par ailleurs, la prise de conscience des pouvoirs publics dans la majorité des pays africains et la mise en place des politiques publiques volontaristes sur cette problématique majeure d'agro-industrie est une source de satisfaction même si beaucoup reste à faire.

A l'ère de l'économie de connaissance, les choix organisationnels et technologiques de l'agro-industrie africaine du 21^e siècle devront être innovants.

Le 1^{er} champ d'action est l'approche transformationnelle de l'agriculture africaine sur toute la chaîne et dans son ensemble. Ceci devrait se décliner par la promotion soutenue et généralisée de la mécanisation sur toute la chaîne du secteur agro-industrie.

En effet, il faut encourager non seulement l'utilisation de technologies modernes mais aussi les solutions numériques disponibles pour la production agricole. Notamment, la mécanisation des cultures, l'utilisation de drones, les systèmes d'irrigation intelligents et les solutions offertes par l'intelligence artificielle dans le suivi des cultures et l'accès aux informations sur les marchés.

Ceci a pour objectif principal de moderniser toute la chaîne afin d'améliorer la productivité.

La promotion de la mécanisation et l'application de la nouvelle technologie impliquent nécessairement le développement des nouveaux profils d'entrepreneurs agricoles et de capitaines d'industrie du secteur agro-industrie partout en Afrique.

Au-delà des programmes volontaristes et massifs nécessaire qu'il faudrait mettre en œuvre pour encourager ce type d'entrepreneuriat, c'est dans l'accès aux financements qu'il faudrait « mettre le paquet ». En effet, sans financement adapté et massif, point de salut.

L'essor du secteur agro-industrie africain passera nécessairement par le développement des compétences et le renforcement de la formation technique sur l'ensemble de la chaîne au profit de nos jeunes. Ce renforcement de compétences des futurs travailleurs dans l'agro-industrie passera par le développement des programmes de formation de haut niveau en mécanisation, à la maîtrise des technologies modernes disponibles sur ce secteur et aussi au mode de gestion des entreprises agroalimentaires.

Lever les obstacles au développement de l'agro-industrie en Afrique est un enjeu crucial pour garantir la sécurité alimentaire, stimuler la croissance économique et créer des emplois durables pour nos jeunes.

Les solutions résident dans une approche intégrée qui combine le soutien au développement du secteur privé, l'adoption de technologies innovantes et une politique publique volontariste propice au développement d'un écosystème agro-industrie africaine florissante.

L'amélioration de l'accès au financement, et la formation des acteurs de la chaîne de valeur sont autant de leviers essentiels pour surmonter les défis actuels.

Cependant, il est tout aussi important de valoriser les savoirs locaux et de promouvoir des pratiques agricoles durables qui respectent l'environnement et les communautés.

Africainement vôtre. ■



SpaceX Starship Super Heavy - Crédit photo@spacexfrance.com

Industrie Spatiale en Afrique de l'Ouest **Le Sénégal procède au lancement du satellite GAINDESAT-1A.**

par Elias Maboutondji DJIVIDÉ

Moment historique pour le Sénégal. Le pays a franchi le vendredi 16 août 2024 une étape importante en envoyant dans l'espace son tout premier satellite conçu et fabriqué par des ingénieurs sénégalais.

Nommé GAINDESAT-1A, ce satellite est une initiative du projet SENSAT SÉNÉGAL en collaboration avec le Centre Spatial de l'Université de Montpellier (CSUM). Le satellite a pour mission la collecte et la retransmission de données environnementales.

Une première dans l'histoire du Sénégal.

Devenu la 12^e nation du continent à avoir lancé son satellite dans l'espace selon l'Union Africaine, le Sénégal entre dans une ère de relative indépendance

technologique.

Transporté par une fusée SpaceX Falcon 9 dans le cadre de la mission Transporter 11, ce satellite fait partie d'une mission spatiale qui a permis d'envoyer, depuis les États-Unis en Californie, 115 autres petits satellites en orbite.

Le nanosatellite est conçu pour surveiller

le territoire sénégalais et collecter des informations pour les services économiques et environnementaux du pays.

Pour le Sénégal, selon le Président de la république sénégalaise, Son Excellence Bassirou Diomaye FAYE, ce satellite, "Fruit de 5 années de travail acharné [de leurs ndr] ingénieurs et techniciens, cette avancée marque un pas majeur vers [leur] souveraineté technologique." avait-t-il déclaré sur son compte X. Et le Directeur général de l'agence sénégalaise d'étude spatiale, l'astronome Mr Maram KAIRÉ d'ajouter qu'il "s'agit d'un pas important et d'un jour historique dans la marche de [son] pays et la volonté d'en faire une nation spatiale", via le même réseau X.

L'industrie spatiale de l'Afrique se développe avec le lancement du GAINDESAT-1A.

D'après le Rapport Annuel 2023 de l'entreprise de conseil **Space in Africa** à propos de l'Industrie Spatiale Africaine, la valeur de cette industrie était de 19,49 milliards USD en 2021. Les projections prévoient une croissance de 16%, portant la valeur à 22,64 milliards USD d'ici 2026.

Les pays africains pionniers de l'industrie spatiale sont l'Afrique de Sud, le Nigéria, l'Algérie et l'Égypte. Mi-avril, le Kenya



Le satellite GAINDESAT-1A conçu par des conçu et fabriqué par des Ingénieurs et Techniciens sénégalais du projet SENSAT SÉNÉGAL en collaboration avec le Centre Spatial de l'Université de Montpellier (CSUM) Crédit photo@Sensat Sénégal

a vu son premier satellite opérationnel mis en orbite par une fusée de la même compagnie SpaceX.

La Côte d'Ivoire, quant à elle, a abrité du 25 au 28 novembre 2023 la conférence internationale "NewSpace Africa" organisée par l'Union africaine (UA). Le pays y avait annoncé la création de son agence spatiale et le lancement du premier nanosatellite ivoirien en 2024 mais jusque-là les travaux préparatoires continuent.

Le Sénégal avec le lancement de son

premier nanosatellite vient de rejoindre le cercle restreint des nations africaines qui construisent une nouvelle ère technologique sur le continent. Ce succès doit être pour le Sénégal et les autres pays africains un élément de motivation pour continuer à déployer d'autres efforts pour construire une industrie solide, dynamique et en mesure de répondre aux divers défis du continent. ■



SÉCURISONS VOTRE INVESTISSEMENT

LA RENCONTRE DES ENTREPRENEURS

Co-pilote de croissance des entreprises





Notre service :

Vous avez investi dans une entreprise ?

Nous assurons la croissance de vos participations.

Le service Operating Team de la RDE porté par une équipe pluridisciplinaire, accompagne et soutient l'entrepreneur ou le chef d'entreprise sur les différents sujets et défis touchant directement ou indirectement son activité dans le temps.



**Operating team
Pré-financement**



**Operating team
Post-financement**

Plannification et réflexion
stratégique, pilotage de
l'exécution et suivi de la
gestion au quotidien



Recyclage

Au Nigéria, l'entreprise Planète 3R transforme les déchets textiles et plastiques en produits écologiques innovants.

par Elias Maboutondji DJIVIDÉ

Le Nigéria génère 4,7 millions de tonnes de déchets plastiques par an dont la plupart sont déversés à moins de 30 km de l'océan, selon les données de la Banque mondiale. Cela a un impact négatif considérable sur l'environnement et la santé des populations..

En réponse à ce défi sans précédent, l'entreprise sociale Planète 3R se consacre à la conversion des déchets textiles et plastiques en produits écologiques en utilisant l'approche « 3R : Réduire, Réutiliser, Recycler ».

Fondée en 2020 par Mme Adejoke LASISI, créatrice de tissus africains et écologiste, Planète 3R produit des vêtements de mode, des articles de décoration intérieure, des sacs de courses, des cartables et des accessoires.

Autonomiser les jeunes sans revenus et les sensibiliser

aux techniques de recyclage des déchets plastiques.

La mission principale de l'entreprise Planète 3R dirigée par Mme Adejoke LASISI a été dès le départ de contribuer à l'autonomisation des jeunes chômeurs, en les formant à des moyens efficaces de gagner un revenu grâce au recyclage des déchets plastiques et textiles.

À ce jour, l'entreprise compte plus de 20 tonnes de déchets textiles et plastiques recyclés par mois et qui sont transformés en produits écologiques abordables pour les personnes à revenus faibles et moyens.

Avec 21 employés dont 90% sont des femmes, Planète 3R collecte, trie, nettoie

et déchiquette les déchets plastiques et textiles pour les transformer en produits finis. Au bout de trois années d'activités, l'entreprise nigériane a recyclé 10.000 vêtements et bas nylon pour fabriquer 50 produits écologiques mis sur le marché à des prix abordables.

Par ailleurs, Planète 3R participe à des programmes de sensibilisation à la base visant à créer un environnement propre. Selon les statistiques publiées sur son site [internet](#), l'entreprise a participé à plus de 50 programmes de sensibilisation au recyclage des déchets textiles et plastiques.

Cela lui a permis d'impacter, d'autonomiser et de sensibiliser 1000 jeunes chômeurs et 4300 étudiants..

Des réalisations qui positionnent bien Planet 3R et annoncent de meilleures perspectives pour demain.

L'entreprise Planet 3R tout en restant fidèle à sa mission d'autonomisation des jeunes sans revenus et au maintien d'un environnement propre vise à s'offrir des parts dans l'industrie créative africaine avec ses produits écologiques.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a estimé que le marché créatif mondial représentera 985 milliards de dollars d'ici 2023 (voir ici) et que l'industrie créative africaine représentera plus de 58,4 milliards de dollars.

Avec plus de 500 millions d'Africains dans la diaspora et plus de 30 millions de touristes, Planet 3R vise 2 % de la part de marché totale en Afrique. L'objectif de l'entreprise est de développer 50 centres de recyclage au Nigéria et dans les pays africains. Ce qui lui permettra de convertir plus de 250 tonnes de déchets textiles et plastiques par mois en produits écologiques abordables pour les personnes à revenus faibles et moyens, et d'assurer une économie circulaire. Planet 3R vise à donner à 50 000 femmes de différentes communautés du Nigéria les compétences du 21^e siècle pour transformer leur monde.

Planet 3R est un concept multidimensionnel qui tient compte



Produits Planet 3R - Crédit photo@Planet3R

dans sa philosophie des enjeux actuels du continent africain. Elle a le mérite d'être encouragée. Avec sa vision socioéconomique et environnementale, Mme Adejoke LASISI fait partie de ces femmes nigérianes créatrices qui tournent

l'économie circulaire d'IBADAN avec des produits de mode écologiques abordables. Son innovation et son leadership lui ont valu le soutien technique et financier de plusieurs organismes internationaux et nationaux du Nigéria. ■

 Forum international

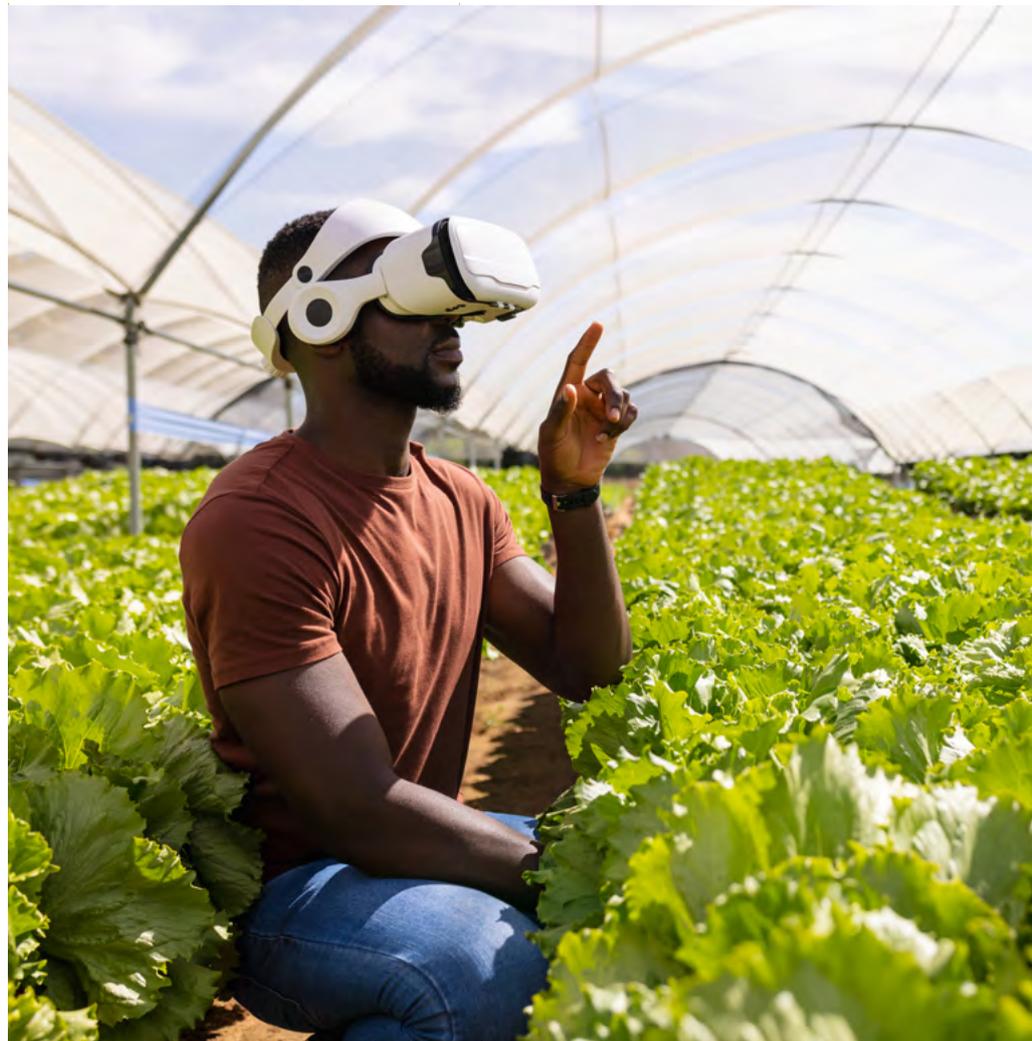
AFS Forum 2024 au Rwanda : Quelques points et conclusions clés à retenir.

par Élias Maboutondji DJIVIDÉ

Du 02 au 06 septembre 2024, le Rwanda a accueilli le Sommet annuel du Forum Africain des Systèmes Agroalimentaires (AFS Forum). Il a été organisé par Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA) et consacré à l'agriculture et aux systèmes alimentaires africains. Ce rendez-vous important a rassemblé des leaders et experts du continent pour catalyser des actions concrètes et partager des expériences visant à transformer de manière durable les systèmes alimentaires africains.

Plus de
54.000
délégations
venues de
plus de **70** pays
ont examiné les
progrès réalisés
et les défis à
relever dans le
secteur agricole
en Afrique.

L'édition 2024 du African Food Systems Forum conformément à son objectif principal, a réuni des représentants de grandes organisations à savoir, la Banque Africaine de Développement, la Fondation Bill et Melinda Gates, la FAO, le FIDA, l'USAID, la Fondation Rockefeller, la



Crédit photo @Wavebreak Media _ Freepik.com

Fondation Mastercard, l'OMC, la BADEA, la BOAD, l'UNICEF, etc.

Le Forum a également connu la participation des personnalités comme SEM. Goodluck Jonathan, ancien Président du Nigéria, M. Édouard Ngirente, Premier Ministre du Rwanda, M. Philippe Legré, Ministre Gouverneur de la Côte d'Ivoire, Dr. Agnès Kalibata Présidente de AGRA, SEM. Umar Namadi Gouverneur de l'État de Jigawa au Nigéria, etc

Le rôle majeur des jeunes et des femmes dans les systèmes alimentaires au cœur des discussions.

L'un des moments forts du sommet annuel sur les systèmes alimentaires est la mise en avant du rôle primordial des jeunes et des femmes dans l'autonomisation alimentaire. La Fondation SEPHIS, l'un des acteurs majeurs qui dynamise le financement des entreprises portées par des femmes et des jeunes en Côte d'Ivoire, a porté haut les souhaits des jeunes et femmes entrepreneurs agricoles.

Pour la Présidente du Conseil d'Administration, Mme Sefora Kodjo, « la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire, la création d'emplois et la croissance économique sur notre continent dépendent fortement de la capacité des femmes et des jeunes femmes



Crédit photo @ <https://agrif.org/>

à se développer et à développer avec elles plusieurs entreprises durables. »

C'est fort de ce constat qu'elle trouve nécessaire l'apport du soutien à ces jeunes et femmes en les aidant à :

- Apprendre les meilleures pratiques entrepreneuriales et agricoles,
- Accéder aux équipements à des prix abordables,
- Avoir des prêts bancaires à temps, à des taux raisonnables et des périodes de remboursement souples et
- Distribuer sur un marché compétitif mais pas monopolisé.

Mme Kodjo a par ailleurs souligné lors de son intervention, l'importance de promouvoir les produits locaux et

l'intégration des technologies numériques pour assurer la pérennité des systèmes alimentaires du continent africain.

Au terme de l'AFS Forum 2024, plusieurs objectifs de départ sont atteints, particulièrement ceux en rapport avec la volonté politique suscitée, et les financements supplémentaires conclus pour le développement du secteur agricole et entrepreneuriale. C'est une étape importante que les pays africains ont franchi dans leur processus de mettre en place des systèmes alimentaires plus prospères et plus résilients face aux aléas climatiques notamment. Mais encore faudra-t-il veiller à la mise en application des conclusions du sommet pour espérer une progression l'année prochaine. ■

À propos du soja et de ses produits dérivés

Source : <https://pigut.com>

Il s'agit d'une légumineuse très riche en protéine, et quelque peu controversée du fait des méfaits consécutifs à la culture intensive dont elle fait l'objet. Mais dans la nature, le soja est une « nourriture miraculeuse » pour les végétariens. Selon le site pigut.com, les produits dérivés de la graine de soja proviennent de son broyage (lait, farine, huile...), de la coagulation (tofu), ou de la fermentation (yaourt, miso, sauce de soja...).



L'industrie de l'agro transformation

En Afrique, un secteur au potentiel important mais sous exploité.

Bien que l'Afrique soit un producteur agricole majeur, elle perd 40% de ses produits après la récolte en raison de ses capacités de transformation globalement limitées, selon le site Africa For Investor. Le paradoxe est que l'agro-industrie en Afrique, qu'elle soit alimentaire ou non, a un potentiel considérable qui peut favoriser le développement économique pérenne du continent.

par Élias Maboutondji DJIVIDÉ

En effet, la filière agro-industrielle peut permettre aux exportations notamment, d'être plus rentables financièrement.

Avec des filières agro-industrielles mieux organisées, il sera possible aux pays africains de disposer de plus de devises après les exportations, et de mettre des produits locaux qualitatifs à la disposition de leurs populations.

Ce modèle permettra non seulement de dynamiser les écosystèmes économiques intérieurs, mais également, de réduire la dépendance aux produits agro-industriels alimentaires et non alimentaires importés, de moindre qualité.

Quel est le potentiel économique de cette industrie ? Comment se développe-t-elle ? Et quelles sont les principales difficultés auxquelles les acteurs font face ?

Analyse !

L'industrie de l'agro-transformation est une opportunité unique pour le développement du continent africain.

Selon [une étude rapportée par Invest Africa](#), le sous-secteur agroalimentaire représente environ 20 à 30% du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique subsaharienne et 10 à 20% du PIB de l'Afrique du Nord. A l'échéance 2030, ce secteur pourrait atteindre 50 milliards de dollars si les politiques sont favorables et soutiennent les initiatives. Cette potentialité de l'industrie de la transformation des produits agricoles en produits alimentaires, devrait répondre au double défi d'approvisionnement des marchés urbains et de création de revenus

et d'emplois.

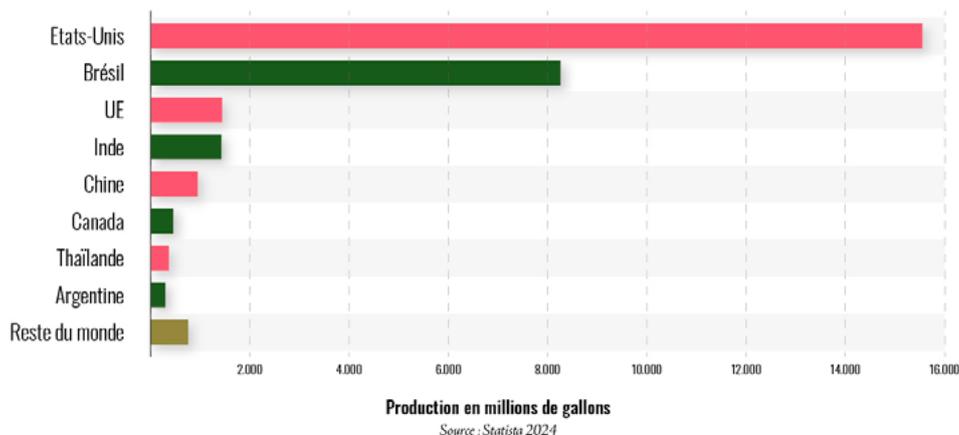
En effet, le secteur bénéficie de plusieurs atouts qui le positionnent comme un levier du développement économique essentiel. D'abord, le potentiel agricole du continent qui est immense. L'Afrique dispose d'environ 50% du total des terres fertiles encore inutilisées sur Terre, soit environ 450 millions d'hectares.

Le climat est globalement favorable et l'Afrique jouie d'une biodiversité riche, offrant un potentiel industriel agricole considérable. Hélas cependant, de nombreux pays africains sont spécialisés dans des modèles qui ne leur sont pas véritablement profitables :

- Soit ce sont des pays qui privilégient des cultures de rentes qui sont exportées sans transformation donc, sans valeur ajoutée (coton, soja, maïs etc...)
- Soit ce sont des cultures de rentes de produits non consommés localement qui sont privilégiées au

Volume de production de bioéthanol dans le monde en 2023, par pays

(en millions de gallons)



détriment des cultures vivrières traditionnelles, et les besoins alimentaires notamment, sont couverts par des importations

- Soit enfin, ce sont des cultures non vivrières, donc non destinées à l'alimentation humaine ou animale. Ce sont essentiellement des cultures énergétiques, des cultures pour le textile, la cosmétique, le pharmaceutique, le bâtiment et la construction, les biopolymères etc... (Chanvre, lin, bambou, colza, cannabis, tabac etc...)

Or l'Afrique dispose d'une population jeune et nombreuse qui devrait pouvoir absorber ses produits alimentaires sur les nombreux marchés locaux. Pour preuve des besoins alimentaires avérés, la facture des importations agroalimentaires de l'Afrique subsaharienne s'est élevée à 47,2 milliards USD en 2023, selon le rapport de la FAO sur les perspectives de l'alimentation.

Il y a là des opportunités qui restent à explorer et sans doute approcher différemment par les professionnels du continent.

De même pour les produits agricoles transformés et dont les usages sont non alimentaires, la tendance est similaire avec des exportations de matières brutes et l'importations de solutions transformées avec une forte valeur ajoutée. C'est le cas notamment des biocarburants produits entre autres à partir du maïs ou du manioc. Les pays africains n'apparaissent pas au classement des pays producteurs d'Éthanol ou de Biodiesel par exemple.

Des tendances positives observées dans le secteur agroindustriel alimentaire encore embryonnaire.

L'agro-industrie alimentaire en Afrique connaît une évolution dynamique et complexe. De plus en plus de pays africains développent des chaînes de valeur agricole, allant de la production à la

transformation et à la commercialisation, créant ainsi des emplois et de la valeur ajoutée.

Au Nigéria, le leader économique du continent, les autorités encouragent la **transformation agroalimentaire** pour maximiser la valeur ajoutée. On note dans le pays une série d'incitations et de zones de transformations qui sont conçues pour renforcer les **entreprises agroalimentaires**. L'une des initiatives phares dans ce sens est le soutien de la **Banque de l'industrie (BoI)** au secteur en accordant des prêts visant à développer la chaîne de valeur agricole. Grâce à cet investissement, 6,9 millions d'emplois directs et indirects ont été créés entre 2015 et octobre 2020 selon le site d'information [Atalayar](#).

En Côte d'Ivoire, selon les données du ministère du commerce et de l'industrie, "l'agro-alimentaire est dominée par quatre (04) filières, à savoir les produits du cacao et du café (32%); les oléagineux (23%); les produits laitiers et produits à base de fruits et légumes (21%); ainsi que les boissons (10%). Ces filières représentaient plus



Huile de palme raffinée - Crédit photo@oqba1970_Freepik.com

de 85% du chiffre d'affaires du secteur en 2017". **La filière huile de palme** par exemple est fortement concentrée et intégrée avec **16 complexes agro-industriels** régulés par l'AIPH (Association Interprofessionnelle de la filière Palmier à Huile). PALMC, le leader de acteurs de ce segment, a connu une baisse non négligeable dans sa production à la fin de 2023 : réduisant son chiffre d'affaires de 11,37% soit 206,24 milliards comparativement à 232,71 milliards réalisés un an plus tôt (Source : Sika

Finance). Un repli qui s'explique par la baisse des prix de vente de l'huile de palme brute et l'huile de palmiste.

Il existe de nombreux défis dans cette industrie sur le continent.

Malgré les avantages potentiels, le secteur agricole industriel est confronté à plusieurs défis en Afrique, notamment :

- **Une main-d'œuvre peu qualifiée:** L'industrie agricole industrielle nécessite une main-d'œuvre qualifiée, or dans de nombreux pays africains, le personnel formé et expérimenté pour prendre en charge les activités de production et de transformation agro industrielle ne fait pas toujours l'objet d'un plan stratégique systématique ;
- **Le manque de financement :** Les entreprises agricoles industrielles en Afrique font face au problème de financement pour investir de façon adéquate dans les technologies et les équipements industriels modernes. Cela joue négativement sur le dynamisme des économies et leur compétitivité. Pour lever cette difficulté, il convient de mettre en place des stratégies volontaires et des partenariats efficaces entre les promoteurs d'unités agricoles industrielles et les institutions financières africaines et

internationales ;

- **Barrières commerciales:** Les nombreuses barrières commerciales, telles que les taxes et les droits de douane, rendent difficile l'accès aux marchés sous-régionaux et internationaux ;
- **La qualité et la sécurité alimentaires :** Dans le domaine spécifique de l'agro-industrie, les normes de qualité et de sécurité alimentaires sont peu standardisées dans certains pays africains, ce qui peut entraver l'accès des petites et moyennes entreprises privés agroalimentaires aux marchés internationaux ;
- **Défis liés à l'environnement :** Le continent africain paie les frais du changement climatique avec des sécheresses, des inondations et les différentes catastrophes naturelles climatiques, affectent négativement la qualité et la constance des productions agricoles dans de nombreux pays.

Malgré tous ces défis, le secteur agricole industriel en Afrique offre de nombreuses opportunités d'investissements pour les entreprises et les investisseurs internationaux. Pour bénéficier pleinement de la manne agricole que la diversité et la richesse des sols africains offrent, il pourrait simplement suffire de travailler collectivement à surmonter ces obstacles et investir dans les technologies et les politiques qui favoriseront la croissance du secteur. ■

Opportunités économiques

Panorama de quelques produits issus de la transformation agricole, récurrents en Afrique.

L'Afrique, avec sa diversité climatique, culturelle et son immense potentiel agricole, offre un éventail impressionnant de produits agricoles transformés. Ces produits, souvent ancrés dans les traditions locales, jouent un rôle crucial dans l'alimentation et l'économie de nombreuses communautés.

par Élias Maboutondji DJIVIDÉ

Avec l'avènement des technologies innovantes, la gamme de ces produits transformés s'élargit et leur impact sur le développement économique et sociétal se renforce.

Quelques produits phares issus de la transformation agro-industrielle.

Les produits agricoles transformés en Afrique sont multiples et variés, en fonction des régions et des cultures locales. De façon courante, voici les grandes familles que l'on retrouve.

- **Les huiles végétales :** L'Afrique est un important producteur d'huile de palme, d'huile de tournesol, d'huile d'arachide, etc. Ces huiles sont utilisées dans la cuisine, la

cosmétique et diverses autres industries plus techniques et spécialisées. Dans les pays de l'Afrique de l'Ouest par exemple, l'huile de palme est une industrie dynamique qui impacte plusieurs économies locales.

Le Nigéria par exemple, a une longue histoire de production d'huile de palme en raison de son climat tropical adapté aux palmiers à huile. Avec une production de 1,4 million de tonnes métriques en 2023, le Nigéria est le cinquième producteur d'huile de palme au monde et le premier producteur en Afrique (Statista). La transformation des fruits en huile végétale est traditionnellement faite par les femmes. Cela commence par la récolte des fruits mûrs qui poussent en régimes de 20 à 30 kilos. Les femmes travaillent en groupes de deux ou trois pour préparer et extraire la matière huileuse du fruit, et le traiter selon la commande.

En Côte d'Ivoire et au Bénin également, la transformation des noix de palme en huile rouge est une activité ancestrale et très lucrative pour les populations rurales.

- **Les produits dérivés des céréales:** Le maïs, le sorgho, le mil et le riz sont transformés en farine, en semoule ou en produits alimentaires composés. En Afrique, le commerce structuré des produits finis et dérivés des céréales a connu ces dernières années, une expansion considérable tant au niveau de l'offre que de la demande, probablement du fait de la rapide urbanisation des populations du continent.

Les produits roulés ou granulés (couscous, dégué, bouillies) sont un mode largement développé pour la valorisation des matières premières amylacées. Ils sont fabriqués à partir de céréales comme le maïs au Bénin, le sorgho au Mali, le mil au Sénégal, le blé dur en Afrique du Nord, le niébé au Burkina



Crédit photo@EyeEm_ Freepik.com

Faso, etc. En milieu urbain, les populations disposent de moins d'espace et de temps pour mener les activités de transformation par elles-mêmes. Elles achètent donc des produits finis, prêts à consommer.

Cette urbanisation a finalement contribué à une professionnalisation et une spécialisation de millions de petites et très petites entreprises de transformation agricole, notamment, pour la transformation du mil, du maïs, ou encore du riz. Selon un [rapport d'analyse](#), au Sénégal on rencontre plusieurs types d'entreprises de transformation à savoir :

- Les micro-entreprises artisanales de femmes transformatrices et commerçantes au bord de la rue (échantillon de 586 femmes dans Barro 2018),
- Les entreprises semi-industrielles représentées
 - * Par les unités de transformation,

- * Les Groupements d'Intérêt Économique (GIE),
- * Les Entreprises Individuelles (EI)
- * Et les Associations (Assoc) (échantillon de 237 unités dans Barro 2018).

- **Le cas du cacao et du café :** Ces produits sont transformés en poudre, en beurre ou en chocolat. Le continent africain est un grand producteur de cacao et de café mais transforme moins de 50% de ses récoltes sur place. L'activité de transformation de la fève de cacao se développe petitement sur le continent. En Côte d'Ivoire, il y a une volonté manifeste des politiques d'accélérer le développement de cette industrie nationale qui a un potentiel d'employabilité et économique important. En 2020-2021, la Côte d'Ivoire, premier producteur mondiale de cacao, n'a

transformé que 619 000 tonnes sur une production de 2,2 millions de tonnes de fèves de cacao selon le gouvernement ivoirien. Les principaux acteurs de ce segment de l'industrie agro transformation sont les groupements de femmes avec des unités de transformation artisanale, les entreprises semi industrielles et quelques géants internationaux qui s'installent depuis quelques années.

- **Les tubercules :** Le manioc, la patate douce et l'igname sont transformés en farine, en chips ou en féculé. En Afrique, la transformation du manioc est l'une des activités agricoles considérée comme étant très rentable pour les populations en milieu rural. C'est une industrie pourvoyeuse d'emplois et qui a des impacts socioéconomiques considérables. Que ce soit au Nigeria et au Ghana, deux pays parmi les plus avancés sur les technologies

et procédés industriels, ou au Bénin et en Sierra Léone, on note des améliorations importantes de la transformation du manioc à des degrés divers, tant au niveau domestique que commercial. L'introduction d'équipements de transformation pour la plupart des étapes de traitement (râpes, presses, séchoirs) a réduit la pénibilité du travail, libérant ainsi du temps pour les femmes (majoritaires dans l'activité). Ce faisant, ces dernières peuvent s'investir dans d'autres activités génératrices de revenus. Les produits dérivés du manioc sont entre autres le gari, le fufu, le lafun, les cossettes de manioc, ou encore le tapioca, si l'on reste uniquement sur le plan de l'alimentation humaine et animale. Dans le domaine non alimentaire, le manioc permet de produire des colles, du papier ou encore de l'alcool.

Cet ensemble ainsi présenté n'est qu'une infime partie de la gamme des produits issus de la transformation agro-industrielle sur le continent. L'agro-industrie sans nul doute, a le potentiel d'accroître le développement économique du continent et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de bien-être des populations. Mais, elle requière des investissements importants et une coordination efficace de tous les acteurs impliqués. Les gouvernements africains, le secteur privé, les organisations de la société civile et les agriculteurs doivent associer leurs efforts en adoptant une approche concertée. ■



Manioc et produits dérivés
Crédit photo@WS Studio BR_Freepik.com

Transformation des produits agricoles au Bénin 

Une nouvelle dynamique révolutionnaire s'installe dans la zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ).

Longtemps resté spectateur de la scène industrielle en Afrique, le Bénin est entré depuis peu dans la danse avec une politique industrielle qui force l'admiration.

par Elias Mahoutondji DJIVIDÉ

En partenariat avec Arise Integrated Industrial Platforms (Arise IIP), développeur de plateformes industrielles intégrées, le gouvernement du Bénin a créé une cité industrielle dénommée " Zone Industrielle de Glo-djigbé". Elle a pour mission d'être un vecteur de création des chaînes de valeurs et d'assurer la transformation des produits agricoles telles que le cajou, le coton, le karité, l'ananas. C'est une première dans l'histoire de l'économie du pays.

Des usines de grande capacité de transformation qui donnent un nouveau visage à l'industrie agro

transformation locale.

Si autrefois les produits agricoles bruts béninois étaient exportés vers des pays de l'Europe et de l'Asie, aujourd'hui la transformation locale de ces derniers est une réalité. Au sein de la zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), des usines de transformation de produits locaux fonctionnent et d'autres sont en cours d'implémentation. On en compte déjà deux, spécialisées dans la filière soja. Elles sont apparues sur la scène béninoise, apportant avec elles une promesse de développement économique durable.

Bénin Organics et Bénin Agribusiness ont été respectivement lancées en mars et en Août 2023. Les deux usines sont spécialisées dans la transformation du Soja biologique et conventionnel. "Avec l'entreprise Bénin Organics et son unité de production, 14.500 tonnes de soja

sont déjà transformées à raison d'une capacité annuelle de transformation de 60.000 tonnes par an, pour 500 emplois créés" renseigne le Directeur général de la SIPI-Bénin, Mr Létondji Béhéton.

L'usine utilise des pratiques qui respectent l'environnement et qui garantissent que la transformation du soja biologique ne nuit pas à la biodiversité locale. Les produits issus de cette transformation sont l'huile et le tourteau de soja biologique. Récemment l'huile de soja produite a été certifiée « biologique », répondant ainsi à la demande croissante de produits alimentaires naturels et sains au Bénin et au-delà des frontières du pays.

Quant à Bénin Agribusiness, l'entreprise s'est spécialisée dans la transformation du soja conventionnel. Sur place, l'usine fournit de l'huile de soja et du tourteau conventionnels. Sur sa capacité de transformation annuelle estimée à 60.000 tonnes, l'usine a déjà transformé 13.000

tonnes de soja depuis sa mise en service.

Avec la dynamique moderne instaurée par ces deux sociétés dans l'industrie agroalimentaire au Bénin, l'huile de soja deviendra un ingrédient de choix dans de nombreuses cuisines locales, tandis que les tourteaux de soja trouveront leur utilité dans l'alimentation animale, contribuant ainsi à la vitalité de l'industrie de l'élevage dans la région.

En dehors de la transformation du soja, se transforme également localement au sein de la zone industrielle de Glo-Djigbé, le cajou, deuxième produit d'exportation derrière le coton. À ce jour, plusieurs unités de transformation de cajou sont opérationnelles et d'autres sont en cours d'installation. Parmi elles, on note Benin Cashew SA qui est une filiale de Arise. La société a une capacité de transformation annuelle cumulée qui avoisine les 120 000 tonnes de noix de cajou brutes, avec une capacité de transformation journalière estimée à 600 tonnes. Les produits finis

qui en résultent sont les amandes de cajou par exemple. Selon les responsables de la GDIZ, cette société a déjà créé 2.000 emplois directs et 500 indirects.

À propos de la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ).

Glo-Djigbé Industrial Zone (GDIZ) est le fruit d'un Partenariat Public-Privé (PPP) entre la République du Bénin et ARISE Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP), dont l'ambition est de concevoir, financer et exploiter la zone industrielle Glo-Djigbé Zè-Bénin. Sa gestion et son aménagement, ainsi que la création d'un écosystème industriel ont été confiés à la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie - Bénin, (SIPI-Bénin), qui est une entreprise commune entre ARISE SEZ

et la Société des Patrimoines Immobiliers de l'État (SoPIE) - société d'investissement entièrement détenue par la République du Bénin. L'objectif de GDIZ est de fournir aux investisseurs locaux et internationaux, une passerelle vers le continent africain en mettant à leur disposition les infrastructures nécessaires, en créant une atmosphère propice aux affaires et en les accompagnant dans la promotion de leurs produits grâce à notre approche écosystémique.

La zone est située à 45 km de Cotonou et est dédiée à la transformation locale de produits agricoles tels que le coton, les noix de cajou, l'ananas, les noix de karité et le soja, etc.

Dès son lancement, GDIZ ambitionnait susciter un investissement d'au moins 1,4 milliard USD au cours de sa première phase de développement, ainsi que la création de plus de 300 000 emplois direct d'ici 2030. ■



Siège social de la GDIZ - Crédit photo@gdiz-benin.com

À propos de la fraise

Source : <http://www.africagreenmagazine.com/> et <https://purexpert.fr/>

Plante de la famille des rosacées et originaire d'Amérique du Sud, le fraisier a besoin de sols très fertiles pour se développer. On le cultive aujourd'hui dans le monde entier et de plus en plus en Afrique de l'Ouest notamment.

Sa haute teneur en vitamine C permet de renforcer les défenses immunitaires de l'organisme. La fraise est un anti-inflammatoire naturel et permet entre autres, de réduire les risques cardio-vasculaires.

 Entretien avec...

Mr Mamadou AMAR, Fondateur et Directeur Général de Nak'ala.

« Aussi paradoxal que ça puisse paraître, la première difficulté qu'un entrepreneur rencontre réellement [à ses débuts] ndr, ce n'est pas forcément un frein financier. Pour moi, le véritable obstacle, quand on se lance [en entreprise] ndr, c'est la compréhension du marché. » - Mr Mamadou Amar

par Elias Maboutondji DJIVIDÉ

Ingénieur automobile de formation et aujourd'hui entrepreneur, Mr. Mamadou AMAR est le Fondateur et Directeur Général de **Nak'ala**, une entreprise agroalimentaire établie sur le marché sénégalais. Partir du Sénégal à 18 ans pour la France dans le cadre de ses études, Mr. Mamadou AMAR savait qu'il reviendrait plus tard entreprendre dans l'agroalimentaire dans son pays natal. Pourquoi alors a-t-il accepté faire des études d'ingénieur automobile ? Pourquoi ce revirement brusque dans l'agroalimentaire ? K-WORLD Magazine est allé à sa rencontre pour comprendre son histoire. Découvrez son parcours atypique et son produit innovant.

Pouvez-vous vous présenter ?

Je suis Mamadou AMAR, entrepreneur sénégalais. Je suis né et j'ai grandi au Sénégal jusqu'à mes 18 ans, avant de rejoindre la France pour la suite de mes



Mr Mamadou AMAR - Fondateur et Directeur Général de Nak'ala - Crédit photo@Nak'ala

études. J'ai d'abord fait un DUT et ensuite une école d'ingénieur en me spécialisant en fiabilité et qualité industrielle. Après mon diplôme, j'ai travaillé pendant 4 ans dans l'automobile à Paris avant de démissionner en 2019 et de rentrer au Sénégal pour créer Nak'ala

Pouvez-vous présenter Nak'ala?

Nak'ala est une entreprise spécialisée dans l'agroalimentaire. Nous concevons, fabriquons et commercialisons des milkshakes dans un format pratique qu'on appelle Shake & Go. C'est de la poudre en bouteille et le consommateur rajoute de l'eau jusqu'au niveau indiqué sur la bouteille. Il secoue ensuite pendant quelques secondes et c'est prêt. Il peut déguster sa boisson.

Nous avons démarré nos activités en août 2022 et cela fait maintenant 2 ans que l'aventure a démarré.

Qu'est-ce qui vous a poussé à créer votre propre entreprise dans le secteur agroalimentaire au Sénégal alors que vous

étiez ingénieur automobile en France ?

Aussi loin que je me souviens, j'ai toujours voulu être entrepreneur et être libre en quelque sorte. J'ai toujours aimé cette approche qui consiste à créer les choses par moi-même. Je pense que ça vient de ma personnalité. Même enfant, je voulais faire les choses à ma manière et sans contrainte aucune venant de l'extérieur. C'est aussi lié à la famille d'où je viens. J'ai grandi en prenant mes propres décisions et en voyant très tôt des entrepreneurs autour de moi. Donc, j'ai été un peu inspiré par ces gens qui étaient de ma famille en voulant faire comme eux.

Dans l'agro-alimentaire, je trouve fascinant qu'avec une seule matière première, on puisse avoir plusieurs résultats possibles. Par exemple avec la même tomate, on peut faire du ketchup, du jus, du concentré, des conserves, de la pulpe... Il ya tellement de possibilités. C'est incroyable. Je suis un passionné de la création. Et il y a de quoi faire dans ce secteur.

Quelles ont été vos premières difficultés quand vous avez démarré?

Aussi paradoxal que ça puisse paraître, la première difficulté qu'un entrepreneur rencontre réellement, ce n'est pas

forcément un frein financier ; parce que quand on a une bonne idée et qu'on a ensuite un bon plan pour l'exécuter, on peut démarrer peu importe les moyens qu'on a.

Pour moi, la véritable difficulté quand on se lance, c'est la compréhension du marché. Pour cela, il faut être très observateur et très agile dans l'exécution. Vous avez beau faire une étude de marché, dans la réalité, ce serait toujours différent. La difficulté se trouve dans notre capacité à pivoter et à s'adapter au marché quand on voit que cela ne passe pas comme prévu. Personne ne vous apprend à faire cela. Vous devez le comprendre tout seul et rapidement. Chez Nak'ala, nous passons beaucoup de temps à écouter et comprendre le marché. C'est ce qui nous a permis d'être rentable dès la première année.

Comment les Sénégalais ont-ils accueilli vos milkshakes ?

Quelle est la problématique fondamentale que vous cherchez à résoudre en travaillant davantage sur ce projet ?

On s'attaque à une problématique assez globale à laquelle beaucoup de pays d'Afrique font face. Dans la plupart de nos pays, les produits agroalimentaires made in Africa sont très souvent peu qualitatifs et peu pratiques. Ces produits sont bourrés de colorants, de conservateur et d'additifs de tout genre. Et en plus, ils ne sont pas pensés en tenant en compte l'expérience consommateur. C'est ce que nous voulons changer. Notre mission est de créer des produits bons, sains et pratiques.

Quand j'étais encore étudiant en France, je rentrais souvent passer mes vacances au Sénégal. Je constatais que les produits locaux sur le marché n'étaient pas pour la plupart ce que j'avais envie de consommer, car la qualité n'y était pas. En créant Nak'ala, j'ai voulu créer un produit que j'aurais aimé trouver en rayon de supermarché, à l'époque lorsque je revenais dans mon pays.

Nos milkshakes ont très bien été accueilli sur le marché. Les clients sont réceptifs et comprennent notre vision puisqu'ils en sont au cœur. Ils nous accompagnent et dès la première année, on a pu atteindre les objectifs fixés pour le démarrage. En 2024, on est en train de faire une croissance et nous prévoyons d'atteindre les nouveaux objectifs. Notre produit est distribué dans les Auchan, Casino, Carrefour, à l'aéroport, dans les gares. En deux ans, on fait bouger des choses.

Quel est le trait distinctif de Shake & Go ?

D'abord, nos milkshakes sont riches en protéines, calcium et vitamines. Les éléments nutritionnels du produit sont largement supérieurs à tout ce qu'on peut trouver sur le marché, sur notre vertical. Nos produits sont faits avec des arômes 100% naturels, sans conservateur, sans colorant.

Ensuite, nous prêtons une attention particulière à deux critères qui sont déterminants dans l'agroalimentaire : le goût et la texture. On travaille avec des laboratoires pour constamment optimiser le goût de notre produit et pour améliorer sa texture. L'idée est de procurer une expérience gustative unique aux consommateurs. Les clients le savent. Il suffit de faire déguster notre produit à un consommateur pour qu'il se rende compte de la différence avec les produits concurrents.

Enfin, nous sommes le premier Shake & Go sur le marché. Nous sommes les seuls sur notre vertical à proposer un produit modulable. Le consommateur a la possibilité de mettre plus d'eau ou moins d'eau dans sa bouteille, selon ses goûts. Cette possibilité qu'on donne aux consommateurs change tout.

Quel est votre processus de production ?

On est parti d'un principe simple : tout ce qui existe en liquide peut être déshydraté par un procédé de lyophilisation. Donc, en partant de là, c'était clair sur ce qu'il nous fallait. Je tiens à préciser qu'on utilise du

vrai lait de vache déshydraté. Nous avons investi dans des lignes de production qui nous permettent de transformer le produit en respectant un cahier des charges strict. Nos machines nettoient, étiquettent, mélangent, remplissent etc... Nous avons surtout une équipe avec des profils compétents sur laquelle l'entreprise s'appuie. C'est notre plus grande force.

En tant qu'entrepreneur, quelle analyse faites-vous du secteur agroalimentaire au Sénégal ?

C'est un secteur incontournable. L'un de nos défis, je pense que tout le monde sera d'accord, est de parvenir à atteindre l'autosuffisance alimentaire grâce à la transformation locale des matières agricoles. Il faut qu'on arrête d'importer des produits chez nous et encore moins des produits de mauvaise qualité, comme on a souvent eu l'habitude de le voir sur le marché. C'est un secteur qui se développe de plus en plus au Sénégal et en Afrique.

On constate qu'il y a cette dynamique dans le pays avec des unités de production qui naissent ici et là. C'est une très bonne chose. Il faut ensuite passer à l'échelle industrielle. Et c'est là où, il faudra un accompagnement financier solide et adapté de la part de l'état.

Dites-nous si vous travaillez avec des coopératives de femmes ou des fournisseurs industriels ?

Aujourd'hui, tous nos fournisseurs sont dans l'industrie. Ce sont principalement les plus gros fournisseurs qu'on retrouve sur le marché. Nous ne travaillons malheureusement pas encore avec des coopératives à ce niveau-là. Nous espérons que ce sera pour bientôt. Nous comptons développer des produits qui nécessiteront justement de travailler avec des coopératives existantes ou d'en créer nous-mêmes.

Dites-nous, en termes d'impact socio-économique, ce que vous avez pu faire avec votre business.

En deux ans d'activité, nous estimons à environs 20 emplois directs et indirects créés.

De plus, nous nous efforçons de travailler de plus en plus avec des fournisseurs locaux. En plus de nous faire gagner du temps et d'être compétitifs, cela fait travailler plus de personnes. Nous voulons avoir un fort impact autour de nous.

Votre produit est disponible uniquement au Sénégal ou vous avez pu avoir accès à d'autres marchés étrangers?

Pour le moment, on est disponible qu'au Sénégal. Nous sommes actuellement en train de travailler sur une expansion géographique pour aller explorer d'autres marchés qui semblent intéressants, notamment la Côte d'Ivoire. On y travaille. Le Mali est également à côté et beaucoup d'autres pays sur lesquels nous pensons pouvoir percer. ■



Crédit photo@Nak'ala

 Entretien avec...

Mme Oumou OUEDRAOGO, la reine de la transformation de la volaille au Burkina Faso !

« Nous utilisons un charbon bio-écologique et de la sciure de bois aromatisée pour le fumage de nos volailles locales ! »

par Assanatou BALDÉ



Crédit photo @Freepik.com

Fondatrice de l'entreprise Amazonia Services, à Ouagadougou, la transformation de la volaille n'a plus de secrets pour Oumou Ouedraogo, réputée pour son expertise dans le domaine.

Considérée comme l'une des pionnières de la transformation agro-alimentaire dans le pays, depuis 2019, son entreprise s'est spécialisée dans la production de pintades et de poulets fumés et séchés avec du charbon écologique, répondant aux enjeux de sécurité alimentaire grâce à une conservation prolongée.

Depuis, la cheffe d'entreprise a reçu de nombreuses distinctions pour son savoir-faire. Entretien.

Qu'est-ce qui vous a poussé à créer votre entreprise dans le domaine

du fumage de la volaille ? Comment vous est venue l'idée ?

Amazonia Services est né d'une analyse des limites des méthodes traditionnelles de transformation de la volaille. Bien que les formes classiques comme la volaille grillée soient populaires, elles posent des défis majeurs en termes de conservation, limitant leur consommation au-delà de 24 heures. Pour y remédier, nous avons fondé Amazonia Services, en intégrant des techniques de fumage et de séchage qui préservent les qualités organoleptiques tout en prolongeant la durée de conservation, en utilisant du charbon écologique. Cela facilite le transport sur de longues distances et élargit la distribution locale et internationale.

Actuellement, Amazonia Services est en pleine expansion avec des projets innovants. Nous prévoyons de valoriser les plumes de volaille en engrais ou



Crédit photo @deepanishad08 - Freepik.com

compléments alimentaires dans une logique d'économie circulaire. Un système de traçabilité via QR code sera mis en place, offrant une transparence totale sur la provenance et les méthodes de transformation de nos produits, répondant ainsi aux exigences croissantes en matière de durabilité.

Quelles sont concrètement vos techniques de fumage et de transformation de la volaille ? Qu'est-ce qui fait votre originalité dans le secteur ?

Notre technique de transformation se distingue par l'utilisation d'un charbon bioécologique et de sciure de bois aromatisée pour le fumage de nos volailles locales. Ce charbon réduit les émissions de CO2 et les polluants associés aux charbons traditionnels, tout en préservant les ressources forestières. L'innovation de notre procédé se traduit par une combustion propre, générant moins de

fumée et de gaz toxiques, ce qui garantit une cuisson plus saine tout en préservant la qualité de l'air. Grâce à son pouvoir calorifique élevé, le charbon écologique assure un fumage uniforme des volailles tout en optimisant la consommation de charbon. Pour ce qui est de l'innovation produit, la sciure aromatisée enrichit les volailles en saveurs distinctives tout en prolongeant leur durée de conservation. Cette technique permet également un transport efficace sur de longues distances, préservant la qualité des produits et facilitant leur distribution, tant locale qu'internationale.

Quelles ont été vos principales difficultés lorsque vous avez démarré votre activité ? Et comment y avez-vous fait face ?

Lorsque j'ai lancé mon activité, plusieurs difficultés majeures se sont présentées. Tout d'abord, la transition d'un revenu salarié stable vers l'entrepreneuriat a été complexe, car les revenus dans ce domaine sont souvent imprévisibles. J'ai dû améliorer ma discipline financière pour mieux gérer ces variations. Un

autre obstacle significatif a été l'accès aux crédits nécessaires pour développer l'entreprise. Les institutions financières requièrent des garanties substantielles, ce qui est un défi pour les femmes entrepreneuses avec des ressources limitées.

Pour surmonter cette difficulté, j'ai cherché des partenariats avec des investisseurs et des institutions offrant des financements spécifiquement destinés aux femmes entrepreneuses, tout en explorant des programmes de soutien gouvernemental. La stabilité de l'approvisionnement a également posé un problème, notamment au début, avec des fournisseurs peu fiables qui ont affecté la production et la qualité des produits.

Aujourd'hui, nous collaborons avec 200 fournisseurs et envisageons de les structurer en coopératives pour renforcer la fiabilité de notre chaîne d'approvisionnement.

Aujourd'hui, concrètement, en termes de chiffres, votre entreprise donne quoi ?



Mme Oumou OUEDRAOGO, fondatrice de Amazonia Services - Crédit photo @Amazonia Services

Aujourd'hui, notre entreprise Amazonia Services se positionne comme un acteur clé dans le secteur de la transformation agroalimentaire, avec une forte orientation vers l'autonomisation des femmes. Nous comptons actuellement 21 employés, majoritairement des femmes. Notre activité se concentre principalement sur le marché burkinabé, en particulier dans les villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, tout en s'étendant aux autres provinces du pays. Nous avons également élargi notre portée à l'international, avec des exportations vers la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la France et les États-Unis.

Entre 2022 et 2023, nous avons enregistré un taux de croissance de 25 % de nos ventes, qui ont nettement progressé par rapport à l'année précédente. Cette croissance a été soutenue par une demande accrue pour nos produits et la qualité de notre offre, qui a su répondre aux attentes du marché.

Nos poulets sont commercialisés à 5 000 F CFA et nos pintades à 5 500 F CFA, offrant ainsi un excellent rapport qualité-prix qui contribue à fidéliser notre clientèle et à renforcer notre position sur le marché.

Pour 2024, nous visons à poursuivre cette dynamique de croissance en renforçant notre présence locale et internationale tout en continuant à offrir des produits de haute qualité.

Quels conseils donnez-vous aux jeunes Africains qui s'intéressent

ou veulent se lancer dans la transformation alimentaire ? Quelles sont les qualités indispensables à avoir pour réussir dans ce secteur ?

Après des années dans le secteur agro-alimentaire, je recommande aux jeunes Africains de se concentrer sur plusieurs axes clés. Tout d'abord, il est crucial de développer des compétences techniques approfondies à travers des formations spécialisées en transformation alimentaire. Parallèlement, les soft skills, comme la communication, le leadership et la gestion d'équipe jouent un rôle déterminant dans la réussite.

La résilience est indispensable pour faire face aux obstacles et adapter les stratégies en cours de route. Une vision claire et la capacité à passer à l'action sont également essentielles pour avancer efficacement. Adopter une approche claire permettra d'optimiser les ressources et d'améliorer l'efficacité des projets. La maîtrise des concepts de gestion de projet et de stratégie assure une croissance durable.

Enfin, s'impliquer dans des associations et construire un réseau d'affaires solide ouvrira des opportunités précieuses et facilitera l'accès aux ressources et aux marchés dans le secteur agro-alimentaire.

Pourquoi selon vous, l'Afrique peine toujours à transformer et exporter ses produits alimentaires à l'étranger... Comment selon vous, y remédier ?

L'Afrique rencontre des difficultés à transformer et exporter ses produits alimentaires principalement en raison d'infrastructures inadéquates et d'un accès limité à une énergie fiable, ce qui complique et alourdit le processus de transformation.

Le manque de synergie entre la recherche et les acteurs du terrain limite l'innovation, tandis qu'un cadre réglementaire complexe entrave les opérations. Pour surmonter ces obstacles, il est crucial de créer des pôles agro-alimentaires afin d'intégrer efficacement les différentes étapes de la chaîne de valeur.

Amplifier les formations techniques et établir des mécanismes financiers souples soutiendront l'innovation et l'efficacité. Améliorer l'accès à la terre pour les femmes, qui jouent un rôle clé dans l'agriculture, renforcera la production. Enfin, renforcer la recherche de débouchés internationaux permettra d'élargir les marchés pour les produits africains. ■

 Entretien avec...

Mr Adamou BOUBACAR, est à la tête de Sahel Agropole.

« L'industrie agro-alimentaire doit être au cœur du processus de développement de l'Afrique car notre dignité dépend en partie de notre capacité à nous nourrir et à créer des emplois pour notre jeunesse ! »

par Assanatou BALDÉ

L'Afrique est un continent qui attire la convoitise de nombreux investisseurs du monde entier. Mais malgré cet engouement autour de ses nombreuses ressources, le continent peine toujours à atteindre l'autosuffisance alimentaire et à nourrir convenablement sa population.

Pourtant, cette étape est indispensable à l'essor des pays africains, qui tentent aujourd'hui encore de se faire leur place sur l'échiquier mondial.

Pourquoi l'Afrique rencontre toujours des difficultés à nourrir sa population aujourd'hui encore ? Comment développer une agriculture bénéfique à tous ? Quelles solutions pour développer la transformation alimentaire, qui permettrait d'avantage au continent d'exporter à l'international ses produits ?

L'ingénieur Agroalimentaire, spécialisé en Technologie de transformation des aliments, **Adamou Boubacar**, également à la tête de l'organisme Sahel Agropole, livre son analyse à K-world.

Aujourd'hui encore, l'Afrique peine toujours à atteindre l'autosuffisance alimentaire. Quelles sont les principales raisons de cette réalité du continent ?

L'Afrique n'a pas réussi à sortir de la division internationale du travail qui a assigné à notre continent le rôle de pourvoyeuse de matières premières et consommatrice de produits finis importés. Nous exportons massivement des matières premières brutes indispensables à l'économie mondiale comme le pétrole, le gaz, l'uranium, l'or, le fer, le diamant, le cobalt... Les ressources générées sont utilisées pour importer massivement des produits agricoles et des produits finis. 85 % des produits consommés en Afrique sont importés, ce qui constitue une

catastrophe économique.

L'Afrique produit du cacao, du café, du thé, de la noix de cajou, de l'huile d'arachide, de l'huile de palme, de la banane, du caoutchouc, du coton... Ces produits sont le plus souvent exportés brut, ce qui empêche le développement des agro-industries. Alors que les populations africaines, surtout les citadins, se nourrissent de céréales, tels que le riz, le blé, le maïs..., ou encore de sucre, de produits laitiers, d'huile végétale et animale, de la viande, du poisson... Ces produits sont importés, ce qui constitue un frein au développement de l'agriculture et des agro-industries.

En 2019, l'Afrique a importé 48,7 milliards de dollars de nourriture, et si aucun changement structurel ne se produit, ce chiffre atteindra 110 milliards de dollars d'ici 2030 selon la Banque Africaine de Développement (BAD). Pourtant, 60% des terres arables non utilisées de la planète se trouvent en Afrique. « Or, l'agriculture et les agro-industries offrent un potentiel énorme au continent à travers le développement de corridors régionaux de commerce qui permettraient d'utiliser



www.areolis-by-ndc.com

ESPACE COWORKING

à Cotonou

Open space - Bureaux privatifs - Salles de réunion - Jardin

Ouvert du lundi au vendredi de 8:00 à 20:00
Le samedi de 8:00 à 13:00



Monsieur Adamou Boubacar - Directeur Général de Sahel Agropole - Crédit photo@ Adamou Boubacar

les surplus de production d'une région pour combler les déficits d'une autre, et amélioreraient les connexions entre les centres de production, de distribution et

de consommation », a plaidé la BAD.

Il est triste de constater que l'Afrique produit ce qu'elle ne consomme pas et

consomme ce qu'elle ne produit pas. Ce modèle économique hérité de la colonisation a fait beaucoup de dégâts. Il est temps de changer de modèle économique.

Peut-on affirmer que le fait que l'Afrique n'ait pas atteint sa souveraineté est l'une des principales causes de son émergence qui tarde à se concrétiser ?

La souveraineté est le caractère d'un état qui n'est soumis à aucun autre. Dans un monde complexe et interdépendant, il serait plus prudent de parler d'autonomie stratégique. Ce qui pose alors la question de la capacité des États à gérer leurs dépendances économique, monétaire, sécuritaire, alimentaire, technologique...

Mais, je définirais plutôt la souveraineté comme la capacité d'un peuple à penser et à agir en fonction de ses propres intérêts en opérant une rupture épistémologique dans le cas des africains. D'où l'importance d'avoir une pensée stratégique qui permet de définir les priorités d'une nation.

Pour répondre concrètement à votre question, la souveraineté et l'émergence se construisent ensemble et quotidiennement. Parmi les priorités, il faut bâtir des



Crédit photo @ArtesialD.Freepik.com

sciences politiques et morales inspirées des traditions millénaires africaines comme la Maât Vérité-Justice, la Charte de Kurukan Fuga et l'Ubuntu ou la philosophie africaine du vivre-ensemble. L'Afrique doit avoir sa propre architecture financière et monétaire capable de financer son développement. La sécurité étant la première condition du développement, il nous faut une architecture de défense et de sécurité pour transformer l'Afrique en un havre de paix et de prospérité.

Il nous faut investir massivement dans l'éducation, la recherche fondamentale, la recherche et développement... afin de former des techniciens, des ingénieurs et des scientifiques de classe mondiale qui vont transformer les immenses ressources du continent.

Quelles sont selon vous les solutions qui permettraient au continent d'atteindre l'autosuffisance alimentaire ?

La modernisation de l'agriculture africaine passe forcément par un investissement massif dans la recherche fondamentale et la recherche et développement afin d'avoir des savoirs directement mobilisables pour pouvoir produire, transformer et commercialiser. Il faut rendre accessible ces connaissances à tous les acteurs de la filière de la filière agricole.

Concrètement, cette stratégie passe par le développement de technopôles agro-alimentaires et la promotion de champions nationaux qui vont créer un écosystème qui permet de rationaliser les activités de tous les acteurs de la chaîne de valeurs. La chaîne de valeur est l'ensemble des étapes déterminant la capacité d'un domaine d'activité stratégique (DAS), d'une entreprise ou d'une organisation à obtenir un avantage concurrentiel. Pour assurer notre sécurité alimentaire, il est indispensable que les pays africains maîtrisent les 10 maillons de la chaîne de valeur en agrobusiness tels que : **l'industrie mécanique** (machines et engins agricoles), **les intrants** (semences, engrais, pesticides), **les services** (recherche et développement en biotechnologie et plus particulièrement le génie génétique vert).

Il est incontestable qu'à lui seul le **génie génétique** ne pourra pas résoudre le problème complexe de la faim. Les efforts doivent porter tout à la fois sur le plan social, politique et économique, ainsi que sur la formation, en particulier chez les femmes. Mais les méthodes d'obtention par génie génétique peuvent contribuer à améliorer les rendements agricoles. Les autres maillons de la chaîne à maîtriser pour assurer la sécurité alimentaire du continent sont : **les techniques agricoles** (cultures, céréales, fruits, légumes...), **l'élevage** (bétail, lait, œufs...), **le transport et la logistique** (infrastructures de transport, moyens de transport...), **le stockage** (infrastructures de stockage et de conservation...), **les exportations** (capacité à s'intégrer dans le commerce international...), et **les industries agroalimentaires** (usines de transformation et de conservation, des aliments, boulangerie, pâtisserie, boucherie, charcuterie...), **la distribution** (marchés, supermarché...), **la restauration** (hôtels, restaurants, gîtes...).

Quels sont les secteurs clés de l'agro-alimentaire qui sont porteurs pour investir au sein du continent?

L'Afrique importe beaucoup de céréales (riz, blé, maïs), de sucre, de produits laitiers, d'huile végétale et animale, de la viande, du poisson... Le marché existe déjà

sur le continent, il ne reste plus qu'aux investisseurs africains à développer ces filières en Afrique afin de réduire notre dépendance aux marchés internationaux avec les risques géopolitiques comme nous l'avons constaté pendant la crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine.

La transformation des produits agricoles, on le sait, est indispensable pour développer l'agriculture d'un pays et également essentiels pour pouvoir les commercialiser et exporter à l'international... Quel est votre regard sur cette question, d'autant que le processus de transformation des produits locaux peine toujours à se développer

en Afrique... Il y a très peu d'industrie de transformation agro-alimentaire...

La clé du développement de l'industrie en général et de l'industrie agro-alimentaire en particulier est la maîtrise de l'énergie. L'accès à une énergie bon marché est l'une des conditions les plus importantes du développement économique d'un pays. Les courbes de longévité des êtres humains et celle de leur consommation énergétique vont dans le même sens, que ce soit sur le plan historique ou géopolitique.

D'après les données de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) de 2014, la consommation d'électricité moyenne d'un habitant d'Afrique de l'Ouest est de moins de 200 kWh par an (avec 1 kWh vous pouvez faire fonctionner un réfrigérateur pendant 5 heures). A titre de comparaison, un français consomme plus de 7 000 kWh par an en moyenne (soit 35 fois plus qu'un ouest africain) et un américain plus de 13000 kWh par an (soit 65 fois plus).

On ne peut pas parler sérieusement de l'industrie sans maîtriser l'énergie. Au commencement, il y a l'énergie et le reste en découle. Tant que les capacités énergétiques des pays africains n'augmenteront pas, il est illusoire d'espérer la prospérité. La maîtrise de l'énergie a été le moteur de l'évolution de l'Homme, depuis la conservation du feu et la capacité de le produire. Aussi, parler de l'énergie, c'est parler de l'organisation de la société, et notamment

de sa composante économique, puisque la maîtrise de l'énergie sert tout particulièrement à décupler la force humaine.

Pouvez-vous présenter en quelques mots votre structure Sahel Agropole ?

Sahel Agropole est un technopôle agroalimentaire qui appartient au secteur des biotechnologies vertes. Elle

a pour ambition de produire en Afrique, de transformer en Afrique et de nourrir l'Afrique. Je suis parti du constat selon lequel l'industrie agro-alimentaire doit être au cœur du processus de développement de l'Afrique. Un secteur stratégique qui a un effet d'entraînement sur les autres. Notre dignité dépend en partie de notre capacité à nous nourrir et à créer des emplois pour notre jeunesse.

Quels conseils livrez-vous aux entrepreneurs

qui souhaitent se lancer dans l'agro-business et la transformation des produits locaux ?

Ils doivent s'armer de sciences jusqu'aux dents, ils ne doivent jamais cesser d'apprendre afin de maîtriser les enjeux africains. Malgré un environnement politique et économique difficile, l'Afrique est un marché qui présente beaucoup d'opportunités pour ceux et celles qui aiment relever les défis. ■





Quand les femmes entrepreneures du Bénin révolutionnent le secteur agroalimentaire dans leur communauté et valorisent les produits locaux !

Par Elias Maboutondji DJIVIDÉ

De plus en plus, des femmes béninoises réunies en coopératives ou en entreprises individuelles s'investissent dans la révolution du sous-secteur agroalimentaire dans leur localité. Leur objectif est de subvenir aux besoins de leurs familles tout en apportant des changements radicaux, des innovations dans ce secteur traditionnellement très important dans leur quotidien. Elles modernisent les méthodes de production, de transformation et de commercialisation des produits

agricoles. Et ça leur réussit bien. Les matières agricoles de leur terre telles que le soja, la patate douce, les fruits, le coco, le manioc, l'hibiscus, sont transformées en fromage, en biscuit, en vin, en farine panifiable etc.

K-WORLD est allé à la rencontre de quelques-unes de ces actrices de changement dans le département des Collines, plus précisément dans la Commune de Savè. Découverte !

Entretien avec...

Mme Wesseou Dahlia Fleur AMONSOU, promotrice de Dialana-Agro.

Madame Wesseou Dahlia Fleur AMONSOU, Promotrice de Dialana-Agro, est spécialisée dans la transformation agroalimentaire, la pâtisserie et la vinification (production du vin de bissap) dans la Commune de Savè. Couronnée récemment "Miss Agriculture Bénin" par une initiative locale, Madame Amonsou est l'une des entrepreneures agroalimentaires qui apporte une valeur ajoutée aux matières agricoles produites dans cette localité située au centre du Bénin.

par Élias Maboutondji DJIVIDÉ

Gâce à son savoir-faire et son unité de transformation **Dialana-Agro** située à 1 km de la ville, elle transforme une variété de matières agricoles en produits finis de qualité et naturels, joliment présentés dans des emballages et bouteilles bien étiquetés.

« Dans mon unité de production, nous transformons les fruits naturels (l'ananas, le baobab), le soja, l'hibiscus, la noix de coco. Nous faisons aussi de la pâtisserie à base de farine de patate douce, de farine panifiable de manioc et de maïs. Comme produits finis, nous avons les jus de fruits naturels, le vin d'hibiscus et les produits pâtisseries tels que les biscuits, les « petits cailloux », les gâteaux et bien d'autres » explique-t-elle.

Cette aventure entrepreneuriale qu'elle associe à une passion, a débuté en 2015 alors qu'elle finissait sa formation en agroalimentaire au [centre Songhaï de](#)



Mme Wesseou Dahlia Fleur AMONSOU,
Promotrice de Dialana-Agro
Crédit photo@Dialana-Agro



"Petits cailloux" - Crédit photo@lsbath Salifou

Kpakpassa dans la commune de Savalou. Dès le début, ses produits sont consommés par une clientèle restreinte constituée de ses proches, des enseignants de son quartier et des connaissances rencontrées ci et là.

Mais la réalité aujourd'hui est que Madame Amonsou a énormément progressé dans son entreprise. Sa clientèle s'est élargie et ses produits finis issus de la transformation *« peuvent s'acheter aujourd'hui dans [sa] boutique de distribution située au niveau du parking arrêt bus de Savè et dans un des supermarchés de la ville. Elle a aussi des clients à Cotonou, la capitale économique du pays ndlr et Parakou, l'une des plus grandes villes du nord ndlr. »* Tout comme ses autres collègues femmes rencontrées sur le terrain, ses produits finis sont également commercialisés ces derniers

mois sur plusieurs foires agricoles.

Transformés suivant un processus rigoureux, les produits finis de cette entrepreneure agroalimentaire sont de qualité et surtout naturels. De l'approvisionnement de la matière première au conditionnement en emballage et en bouteille, les normes en matière de transformation agroalimentaire, de qualité et d'hygiène, sont respectées avec professionnalisme.

Dialana-Agro est actuellement dans sa phase de croissance et son impact économique commence à être remarquable. En dehors de ses deux employés permanents à la production et à la boutique de distribution, la promotrice de Dialana-Agro fait le plus souvent appel à de la main d'œuvre extérieure quand elle se retrouve en sur-demande. *« Ces dernières sont payées à la journée »*

confie-t-elle. Ce qui leur permet d'avoir des revenus supplémentaires pour gérer certains de leurs besoins quotidiens. Jusqu'à la fin de l'année 2023, l'entreprise faisait un chiffre d'affaires entre 4 à 5 millions de FCFA/an.

Des difficultés, comme tout entrepreneur, elle en rencontre au quotidien. Mais elle n'entend pas réduire son ardeur. Pour elle, il faut *« essayer de garder la tête haute »* pour avancer.

Pour Dialana-Agro, Madame Amonsou nourrit des ambitions qui lui permettront d'aller jusqu'au bout de son rêve. Les plus immédiates sont entre autres : clôturer le site abritant son unité de production, s'acheter de nouvelles machines, électrifier l'unité et construire des dortoirs pour les stagiaires qu'elle accueille au cours de l'année scolaire. ■

Entretien avec...

Mme Virginie LOUKPE, Présidente de la coopérative Katchitchè du village de Dani.

« Cette activité de transformation du soja bio que nous menons est très avantageuse pour notre coopérative et pour tout le village. Au-delà des produits finis que nous sortons de l'unité de production, cette activité nous assure notre autonomie financière. »

par Élias Maboutondji DJIVIDÉ

Avec ses membres, la coopérative transforme en biscuit, yaourt, lait, et brochette, du soja bio certifié SPG¹ dans leur nouvelle unité de production offerte par le projet AFDI-WCP-45 piloté par Agriculteurs français et développement international (Afdi) et Hortitechs Development dans le cadre de « la certification bio-SPG dans les Collines pour des chaînes de valeur soja plus rémunératrices (Afdi-wcp-45) ».

Cette activité leur assure un revenu financier régulier et valorise les produits agricoles cultivés localement.

Comment assurez-vous la

¹ C'est un Système Participatif de Garantie qui certifie que les producteurs respectent les principes de l'Agriculture Biologique : produits sains, absence d'engrais chimiques, de pesticides et d'OGM, préservation du sol et bonne gestion des ressources.

distribution des produits finis issus du soja brut que vous transformez?

Nous commercialisons nos produits pour la plupart du temps dans notre village ici à DANI. Nous les vendons aussi dans un marché pas trop loin de nous. Les restes,

nous les envoyons dans notre boutique située à Savè, centre-ville.

Quel est l'impact de cette activité sur votre quotidien ?



Mme Virginie Loukpe, Présidente de la coopérative Katchitchè -
Crédit photo @Coopérative Katchitchè

L'impact de cette activité de transformation du soja sur notre quotidien est multiple. Après tout le processus de transformation et de commercialisation dans nos réseaux de distributions, nous faisons du chiffre d'affaires impressionnant eu égard de nos investissements initiaux. Les bénéfices redistribués nous permettent de satisfaire nos besoins quotidiens et de venir en appui à nos hommes que ça soit dans le foyer ou dans l'instruction des enfants à l'école. Je ne vous le cache pas, cette activité de valorisation des produits locaux nous a rendu autonomes financièrement. Plus de disputes dans les ménages comme c'était le cas avant.

Quel a été le chemin parcouru par votre coopérative pour arriver à la construction de cette unité de production moderne ?

Avant, notre coopérative travaillait à la maison. Mais nous étions déterminés à avancer. Puisque jusqu'à un passé récent, nous ne maîtrisions que la technique de transformation du soja en fromage. C'est ça seul qui constituait notre source de revenus. Mais il y a quelque temps, nous avons rencontrés les membres du projet AFDI-WCP-45 qui ont été impressionnés par notre travail et notre détermination.

L'équipe technique du projet à Savè nous a fait la proposition de sessions de formations à l'endroit des membres de notre coopérative. Nous l'avons accepté. Et de là, tous les membres ont acquis de nouvelles compétences en transformation du soja bio certifié SPG au bout de quelques temps. Avec des conseils et orientations, nous avons amélioré nos techniques et la coopérative Katchitchè de Dani a commencé à valoriser le soja autrement.

Nous le transformons aujourd'hui en biscuit, lait, yaourt et en brochette. C'était impressionnant à nos débuts. Cela a convaincu les responsables du projet et ils nous ont offert cette unité de production dans laquelle nous travaillons désormais. Et son impact direct sur notre activité est très remarquable. Nous respectons des processus de transformation bien rigoureux avant et pendant la production. Nos produits portent l'étiquette de notre coopérative. Nous avons atteint une meilleure qualité ainsi qu'un volume de production et de distribution plus élevés que les années antérieures. Les consommateurs en témoignent au quotidien.

Pour la qualité et l'hygiène alimentaire, qui assure le contrôle de vos produits finis ?

La qualité de nos produits est contrôlée par

une équipe de nos partenaires. D'abord, au niveau de notre coopérative, nous avons reçu des formations sur les règles d'hygiène alimentaire et de transformation agroalimentaire. Nous veillons déjà à notre niveau, à notre propre hygiène. Ensuite, nous veillons sur la propreté de notre unité de production, la qualité de la matière première de nos fournisseurs, de l'environnement immédiat de travail, des machines et tous les autres aspects. Après tout cela, il y a l'équipe de contrôle qui nous accompagne qui passe pour des vérifications plus approfondies avant la mise sur le marché.

Le parcours de ces femmes entrepreneures rencontrées dans la commune de Savè témoigne d'une dynamique entrepreneuriale féminine en plein essor dans le secteur agroalimentaire au Bénin. Au-delà de la création d'emplois locaux et de la valorisation des produits agricoles, ces initiatives contribuent à renforcer l'autonomisation économique des femmes, à améliorer la sécurité alimentaire et à promouvoir un développement durable. Grâce à leur activité, ce sont environ sept tonnes de soja qui sont transformés par an à leur échelle dans la commune de Savè. Et ce, à partir des savoir-faire traditionnels et quelques pratiques modernes intégrées. Sans doute, ces femmes entrepreneurs ouvrent de nouvelles perspectives pour le secteur agricole béninois et donnent à voir combien elles peuvent redynamiser l'économie locale et participer à leur échelle au développement de la chaîne de valeur agricole au Bénin. ■

Nous vous aidons à développer votre entreprise durablement

ND CONSULTANT GROUP

Audit - Conseil - Études
Formation - Accompagnement
Événementiel

 Entretien avec...

Mme Portia Deya ABAZENE, celle qui fédère les femmes entrepreneures et prône l'agro-business en Centrafrique !

À la tête de la Fédération des associations de femmes entrepreneures centrafricaines (FAFECA), Portia Deya ABAZENE, également dirigeante de plusieurs entreprises, pousse les femmes de son pays à déployer leurs ailes dans l'entrepreneuriat, en organisant régulièrement des ateliers et formations, notamment dans la transformation agro-alimentaire. Portrait d'une leader engagée, qui estime que le développement de la Centrafrique passe par les femmes et notamment l'amélioration des conditions de vie des populations du monde rural.

par Assanatou BALDÉ

Son attachement au monde rural est viscéral ! Et cela se ressent lorsqu'on la rencontre, tant le sort des femmes qui évoluent dans ce milieu, ainsi que leur rude quotidien, la touche profondément. C'est pour en grande partie contribuer à améliorer leurs conditions de vie, notamment à travers l'entrepreneuriat féminin, qu'elle a créé la Fédération des associations de femmes entrepreneures en Centrafrique (FAFECA). L'objectif, « fédérer et unir les femmes entrepreneures en Centrafrique », explique la cheffe d'entreprise, basée à Bangui, la capitale centrafricaine. La Fédération, qui compte des femmes entrepreneures de divers secteurs, regroupe, pas moins de 1000 associations de femmes du monde rural.



Mme Portia Deya ABAZENE, Directrice de la FAFECA
Crédit photo@Portia Abazene

Depuis sa création, des ateliers et formations sont régulièrement organisés pour booster l'agro-business, tels que la transformation des produits alimentaires, ou encore améliorer les techniques maraîchères ...

« La plupart des gens pensent que les femmes du monde rural n'ont rien à offrir alors qu'elles sont au contraire le socle de nos valeurs et de notre société »

Portia Deya Abazene fait également partie de ceux qui estiment que le continent ne peut prendre son essor tant que des politiques concrètes ne seront pas mises en œuvre pour valoriser le travail et améliorer les conditions de vie des populations du monde rural : « J'ai un rapport très particulier avec le monde rural car mes deux grands-mères étaient agricultrices et lorsque j'étais enfant elles me menaient souvent dans leurs champs pour travailler la terre », explique telle. « La plupart des gens pensent que les femmes du monde rural n'ont rien à offrir alors qu'elles sont au contraire le socle de nos valeurs et de notre société », assure-t-elle. « J'ai toujours été impressionnée par mes grands-mères qui malgré leurs modestes moyens ont réussi à élever leurs enfants qui sont par la suite devenus ministres, diplomates, ou encore députés... Elles m'ont beaucoup appris et

m'inspirent aujourd'hui encore », confie la leader centrafricaine.

« C'est l'Afrique qui devrait nourrir la planète et non l'inverse ! »

Booster les femmes de son pays pour les mener au sommet, voilà ce qui motive au quotidien, Portia Deya Abazene. Elle souhaite particulièrement prêter main forte à celles qui évoluent dans le monde agricole car elle estime que c'est un secteur qui est indispensable et incontournable. « Sans le développement de l'agriculture, l'Afrique n'a pas d'avenir ! », aime-t-elle clamer. Selon elle, « avec ses 60% de terre arables, l'Afrique a suffisamment de ressources naturelles pour nourrir la planète entière, au lieu de cela, elle continue d'importer 80% de ses produits alimentaires ! ». Pour la cheffe d'entreprise centrafricaine, c'est un véritable paradoxe pour « un continent qui attire les investisseurs du monde entier pour ses sols fertiles et ses ressources naturelles en grande quantité », déplore-t-elle. « Pourtant, chaque année, le continent utilise des milliards pour importer une grande quantité de produits alimentaires. Pourquoi donc ne pas utiliser cette somme colossale pour développer l'agro-industrie africaine, afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire... », questionne-t-elle. On ne le répètera jamais assez, la transformation complète de notre agriculture dès aujourd'hui est un gage de notre survie et stabilité », insiste-t-elle.

« Une agriculture en bonne santé permettra non seulement de réduire drastiquement la faim sur le continent mais également de créer de nombreux emplois »

Cette thématique autour du secteur agricole a été largement abordée lors du Salon national de l'entrepreneuriat féminin (SANEF) qu'elle a fondé et organisé du 4 au 9 mars dernier, à Bangui. L'événement a été marqué par la présence de nombreuses femmes entrepreneures qui ont pu exposer les produits locaux qu'elles transforment ou encore la présence exceptionnelle des femmes entrepreneures pygmées. Elles ont pu bénéficier de multiples ateliers et formations pour renforcer leurs compétences et déployer leur potentiel entrepreneurial.

Pour Portia Deya Abazene, en effet, « une agriculture en bonne santé permettra non seulement de réduire drastiquement la faim dans le continent mais également de créer de nombreux emplois ». Selon elle, « investir et développer l'agriculture est prioritaire dans le continent, afin d'assurer sa pérennité dans le temps : surtout face aux diverses crises, économique, sociale, sanitaire et politique qui minent le monde actuellement », conclut-elle. ■

Tribune libre

Les semences génétiquement modifiées et leurs conséquences sur la sécurité alimentaire à terme, en Afrique.

par Élias Maboutondji DJIVIDÉ

Depuis deux décennies environ, l'agriculture africaine est la cible des lobbies de l'industrie du génie génétique. Pour ses soutiens, les semences génétiquement modifiées (OGM) sont une opportunité majeure pour l'Afrique d'autant qu'elle est confrontée à des défis alimentaires importants. Entre autres arguments mis en avant, les semences obtenues par manipulation génétique sont réputées augmenter les rendements, résister aux maladies et aux insectes, et améliorer la qualité nutritionnelle des cultures. Nonobstant les mérites vantés de ces semences à propos de ce qu'elles pourraient apporter à l'agriculture africaine, leur utilisation suscite auprès de leurs détracteurs, de vives controverses et soulève de nombreuses questions quant à leurs impacts à long terme sur la sécurité alimentaire. Analyse !

Les OGM, malgré les arguments avancés par les lobbies, ne sont pas sans impact négatif à terme, sur la sécurité alimentaire de l'Afrique.

Le débat autour de l'adoption des semences génétiquement modifiées en Afrique se complexifie davantage chaque année. Pour cause, des voix contradictoires s'élèvent et dénoncent l'agenda caché des multinationales derrière cette industrie. A savoir, celui de cultiver par une autre stratégie dissimulée, la dépendance des pays africains vis-à-vis des grandes puissances. L'introduction

de cette biotechnologie sur le continent selon ces analystes, présente des risques qui peuvent compromettre la sécurité alimentaire du continent.

Avant d'aller en profondeur de mes analyses, repartons d'abord sur ce que sont « les semences génétiquement modifiées ».

Les semences génétiquement modifiées appelés OGM sont des organismes dont le matériel génétique a été modifié en laboratoire pour leur conférer de nouvelles caractéristiques, comme une résistance



accrue aux insectes, aux herbicides ou aux maladies. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) les définit comme « un organisme dans lequel un ou plusieurs gènes (appelés transgènes) ont été introduits dans son matériel génétique à partir d'un autre organisme en utilisant la technologie de l'ADN recombinant » (FAO, 2008). Considérés comme tels et les nombreux arguments en leur faveur, les OGM auraient l'avantage de renforcer la sécurité alimentaire sur le continent africain en raison des faiblesses apparentes de notre agriculture. Qu'il s'agisse de leur capacité à augmenter les rendements agricoles, à résister aux insectes et maladies et à s'adapter aux changements climatiques, les arguments n'en finissent pas.

À mon sens, le problème ne se pose pas encore réellement..

A priori, il faut adopter les OGMs et espérer pouvoir faire face à nos difficultés à lutter efficacement contre la faim et à moderniser notre agriculture. Ce que beaucoup donneraient comme réponse tout comme moi car préoccupé par le devenir de l'Afrique. Et cela peut se justifier dans une certaine mesure.

Malgré les nombreux doutes qui subsistent à propos de ces cultures, le nombre de pays africains qui adoptent des cultures biotechnologiques est passé de trois en 2016, à plus de dix en 2022, selon le Service international pour l'acquisition



Crédit photo @The Yuri Arcurs Collection _ Freepik.com

d'applications agro-biotechnologiques (ISAAA). L'Afrique du Sud, le Soudan, l'Égypte et le Burkina Faso sont en tête de cette minorité de pays qui ont adopté les OGM sur le continent.

Mais cette raison est-elle suffisante pour foncer droit dans un mur, sans précaution ni rationalité au vu de notre histoire, du contexte sensible de notre continent ?

Il faut se demander comme beaucoup l'ont

fait depuis des années, si l'on ne court pas le risque de transformer le continent en un laboratoire d'expérimentations scientifiques de ces grandes entreprises de la biotechnologie, si nos pays doivent accepter sans précaution les OGM comme solution à nos problèmes alimentaires et agricoles.

Moi, je trouve dans ce lobby qu'il s'agit d'un prétexte supplémentaire pour les pays industrialisés du Nord, de maintenir leur contrôle sur des nations en proie à une insécurité alimentaire extrême. Il faut dire que c'est une nouvelle ère d'impérialisme qui se met en action. Les conséquences à terme mettront en jeu la souveraineté alimentaire de l'Afrique.

En effet, l'adoption des OGM va créer plus tard (ce que les promoteurs ne montrent pas) la dépendance des pays africains vis-à-vis des pays derrière l'industrie de la biotechnologie car, la production d'OGM est souvent contrôlée

par de grandes entreprises appartenant aux mêmes acteurs. Cela peut renforcer leur pouvoir de marché et limiter l'accès des petits agriculteurs aux semences. En d'autres termes, non seulement les variétés locales déclineront en raison de la domination des semences étrangères, mais cela forcerait également ceux qui ne peuvent pas se permettre d'acheter les variétés étrangères, à vendre leur terre. En conséquence, les disparités socioéconomiques déjà inquiétantes sur le continent, risquent de s'amplifier davantage.

Outre le renforcement de la dépendance des pays africains vis-à-vis des puissances mondiales, les risques pour la santé et l'environnement sont aussi prévisibles. Des inquiétudes subsistent dans le rang de nombreux chercheurs africains et activistes quant aux possibles effets à long terme de la consommation d'OGM sur la santé humaine et l'environnement. Quand

bien même les études scientifiques n'ont pas à ce jour, mis en évidence de risques significatifs. Au Nigéria par exemple, de nombreuses réactions ont été observées autour de la culture du **maïs Tela** dont la semence est génétiquement modifiée et qui présente de potentiels risques pour la santé publique. Selon les faits rapportés par nos confrères de **Thisday**, « Les experts ont mis en garde les communautés agricoles contre une série de conséquences dévastatrices [de la culture de maïs Tela, ndlr], notamment des risques sanitaires imprévisibles, une contamination écologique, l'érosion des méthodes agricoles traditionnelles et la déstabilisation d'écosystèmes agricoles délicats ». Depuis lors, le débat ne fait que se renforcer dans le pays et sur le continent.

Le Burkina Faso, premier pays d'Afrique

de l'Ouest à avoir adopté les OGM en 2008, a dû suspendre la culture du coton Bt¹ en 2016, en raison des résultats catastrophiques enregistrés par les sociétés cotonnières. En dépit de cette mauvaise expérience, le pays continue d'expérimenter d'autres cultures comme le maïs, le sorgho, le niébé etc.

Aujourd'hui plus qu'hier, les campagnes et pressions en faveur des OGM sont plus qu'intenses.

L'Afrique doit plus que jamais garder un œil vigilant sur tout ce qui vient d'ailleurs. Cela ne veut pas dire que nos pays doivent coûte que coûte entretenir une sorte de repli sur soi. Mais lorsqu'il s'agit de questions aussi sensibles que la santé et la souveraineté alimentaire, nos dirigeants doivent faire plus attention.

Face à de telles préoccupations, il faut répondre par des tests, un étiquetage et une réglementation rigoureux, afin de garantir la confiance et la sécurité du public. Les causes profondes de l'insécurité alimentaire de l'Afrique sont beaucoup plus d'ordre structurel que ce que présente les organismes dit philanthropes. ■

¹ Les cotonniers Bt sont des cultivars de cotonnier de l'espèce *Gossypium hirsutum* qui ont été modifiés génétiquement par l'ajout du gène leur conférant la capacité de produire un insecticide. Le terme « Bt » fait référence au *Bacillus thuringiensis* dont le gène codant la protéine insecticide a été extrait.



Différentes céréales sélectionnées pour la recherche scientifique - Crédit photo@kuprevich _ Freepik.com

A close-up photograph of a man with a short beard and a friendly smile, wearing a white polo shirt. He is pointing his right index finger directly at the camera. The background is a blurred indoor setting with large windows.

Communiquez

dans le magazine K-World

+229 91 40 04 04 / +229 91 40 02 02
commercial@kworldmagazine.online